Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
1.	2026-GC-234	Election judiciaire *Richterliche Wahl*	Président-e 50% (100%) du Tribunal d'arrondissement de la Singine *Präsident/-in 50% (100%) beim Bezirksgericht Sense*	Scrutin uninominal *Einzelwahl*			
2.	2026-GC-235	Election judiciaire *Richterliche Wahl*	Juge conciliateur-trice en droit civil 30% auprès de la Cellule judiciaire itinérante *Schlichtungsrichter/-in Zivilrecht 30% bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde*	Scrutin uninominal *Einzelwahl*			
3.	2026-GC-237	Election judiciaire *Richterliche Wahl*	Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac *Friedensrichter/-in 60% beim Friedensgericht des Seebezirks*	Scrutin uninominal *Einzelwahl*			
4.	2026-GC-238	Election judiciaire *Richterliche Wahl*	Président-e 10% du Tribunal des prud'hommes de la Veveyse *Präsident/-in 10% des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks*	Scrutin uninominal *Einzelwahl*			
5.	2026-GC-239	Election judiciaire *Richterliche Wahl*	Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Sarine *Beisitzer/-in beim Bezirksgericht des Saanebezirks*	Scrutin uninominal *Einzelwahl*			

Préavis concernant les élections à des fonctions judiciaires à l'intention du Grand Conseil

—

du 14 septembre 2026 – session 10.2026

POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN
ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR

Table des matières

Préambule **3**

1.1 Mises au concours des fonctions judiciaires du Conseil de la magistrature : 3

1.2 Demandes des autorités judiciaires concernant des élections à des fonctions judiciaires 3

1 Président-e 50% (100%) du Tribunal d'arrondissement de la Singine (réf. 10386) 4

1.1 Démissionnaire 4

1.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 4

1.3 Particularités 4

1.4 Remarque 5

1.5 Préavis favorable (avec ordre de priorité) 6

2 Juge conciliateur-trice en droit civil 30% auprès de la Cellule judiciaire itinérante (réf. 10452) 11

2.1 Démissionnaire 11

2.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 11

2.3 Particularités 11

2.4 Préavis favorable 12

3 Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye (réf. 10327) 13

3.1 Démissionnaire 13

3.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 13

3.3 Préavis favorable (avec ordre de priorité) 13

3.4 Eligibles (à égalité par ordre alphabétique) 15

4 Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac (réf. 10328) 16

4.1 Démissionnaire 16

4.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 16

4.3 Préavis favorable (avec ordre de priorité) 16

4.4 Eligibles (à égalité par ordre alphabétique) 17

5 Président-e 10% du Tribunal des prud'hommes de la Veveyse 19

5.1 Demande du Tribunal des prud'hommes de la Veveyse 19

5.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 19

5.3 Préavis favorable 19

6 Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Sarine (réf. 10400) 20

6.1 Démissionnaire 20

6.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 20

6.3 Remarques 20

6.4 Préavis favorable (avec ordre de priorité) 21

6.5 Eligible 22

7 Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse (réf. 10361) 23

7.1 Démissionnaire 23

7.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 23

7.3 Préavis favorable (avec ordre de priorité) 23

8 Assesseur-e (expertise immobilière, expert-e judiciaire) auprès de la Commission d'expropriation (réf. 10124, 10246, 10382) 25

8.1 Démissionnaire 25

8.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation 25

8.3 Préavis favorable 25

Récapitulatif des candidatures préavisées favorablement 26

Préambule

1.1 Mises au concours des fonctions judiciaires du Conseil de la magistrature :

> Président-e 50% du Tribunal d'arrondissement de la Singine (référence 10386) (FO du 07.08.2026)
> Juge conciliateur-trice en droit civil 30% auprès de la Cellule judiciaire itinérante (référence 10452) (FO du 28.08.2026 et du 04.09.2026)
> Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye (référence 10327) (FO du 17.07.2026)
> Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac (référence 10328) (FO du 17.07.2026)
> Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Sarine (référence 10400) (FO du 07.08.2026)
> Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse (référence 10361) (FO du 07.08.2026)
> Assesseur-e (expertise immobilière, expert-e judiciaire) auprès de la Commission d'expropriation (référence 10124, 10246 et 10382) (FO du 08.05.2026, du 19.06.2026 et du 07.08.2026)

1.2 Demandes des autorités judiciaires concernant des élections à des fonctions judiciaires

> Président-e 10% du Tribunal des prud'hommes de la Veveyse

Le Conseil de la magistrature a examiné les candidatures en tenant compte des critères constitutionnels, à savoir la formation, l'expérience professionnelle et les qualités personnelles des candidats.

***

1 Président-e 50% (100%) du Tribunal d’arrondissement de la Singine (réf. 10386)

1.1 Démissionnaire

Madame Caroline Gauch, démission au 31.12.2026.

1.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Brevet d'avocat-e, licence ou master en droit et justifier de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction
> La mise au concours s’adresse à une personne disposant d’un intérêt et d’une expérience en droit pénal et en droit civil.
> Taux d’activité de 50 % (avec possibilité d’augmentation à 100 %) : Le poste est proposé à un taux d’activité de 50 %. Sous réserve de l’approbation du budget 2027, le taux d’activité pourrait être porté à 100 %. Les candidates et candidats intéressés par cette possibilité sont invités à le mentionner dans leur candidature.
> Maîtrise de la langue allemande avec de bonnes connaissances de la langue française.
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : 01.01.2027 ou à convenir
Assermentation : oui

1.3 Particularités

La personne élue devra en outre assumer la fonction de suppléant-e du président ou de la présidente du Tribunal d’arrondissement de la Gruyère, des Tribunaux des prud’hommes de la Singine et de la Gruyère, du Tribunal des baux de la Singine et du Lac, du Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse, ainsi que du Tribunal des mesures de contrainte, notamment pour le traitement des affaires en langue allemande.

La fonction de suppléant-e du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique présente une particularité supplémentaire. Elle doit pouvoir être exercée tant pour les affaires en langue allemande que pour celles en langue française et suppose, outre les compétences linguistiques requises, une aptitude particulière à traiter les affaires relevant de cette juridiction.

Parmi les personnes candidates au présent poste, deux ont indiqué être disposées et en mesure d'assumer également cette fonction. En conséquence, si l'une de ces deux personnes est élue au poste faisant l'objet du présent préavis, le Conseil de la magistrature propose qu'elle soit également élue en qualité de suppléant-e du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique.

1.4 Remarque

La présente procédure de sélection intervient dans un contexte particulier lié à l'évolution récente des ressources du Tribunal de la Singine.

Au moment de la mise au concours, le poste a été publié avec un taux d'activité de 50 %. L'annonce précisait toutefois qu'une augmentation jusqu'à 100 % pourrait intervenir sous réserve de l'adoption du budget 2027 et invitait les candidates et candidats intéressés par cette possibilité à le mentionner dans leur dossier de candidature.

Cette formulation correspondait à la situation connue lors de la publication du poste. En effet, les autorités concernées avaient fait état depuis plusieurs années d'un besoin de ressources supplémentaires pour le Tribunal de la Singine. Aucune décision budgétaire définitive n'étant toutefois encore intervenue, il apparaissait nécessaire que la mise au concours reflète à la fois la situation existante et la possibilité concrète d'une augmentation future du taux d'activité.

Depuis lors, le Conseil d'État a prévu dans son projet de budget 2027 l'octroi d'un demi-équivalent plein temps supplémentaire au Tribunal de la Singine pour une durée limitée de trois ans. Cette augmentation demeure toutefois soumise à l'approbation du Grand Conseil.

Plusieurs candidates et candidats ont indiqué, lors de leur candidature ou des entretiens, ne pas souhaiter exercer durablement la fonction à un taux d'activité de 100 %. Le Conseil a considéré que la formulation retenue dans la mise au concours ne permettait pas d'exclure ces candidatures. Le poste ayant été annoncé à un taux d'activité de 50 %, avec la possibilité d'une augmentation ultérieure, une disponibilité à plein temps ne pouvait être érigée en condition de sélection alors qu'une telle exigence ne figurait pas dans la publication.

Le Conseil de la magistrature estime toutefois que le taux d'activité envisagé par les candidates et candidats constitue un élément dont il convient de tenir compte dans l'appréciation globale des dossiers. En effet, les ressources supplémentaires sollicitées par le Tribunal visent à répondre à un besoin réel et durable de renforcement de son activité. Dans cette perspective, il apparaît souhaitable que les moyens accordés puissent être utilisés de manière aussi complète que possible. Cette exigence est d'autant plus importante que le Tribunal de la Singine ne se limite pas à l'exercice de ses propres compétences, mais assume également des tâches de suppléance au bénéfice d'autres autorités judiciaires. Il assure la suppléance du Tribunal de la Sarine dans les affaires de langue allemande ainsi que la suppléance du Tribunal pénal économique pour les dossiers de langue allemande. Dans son appréciation globale des candidatures, le Conseil a dès lors également tenu compte de l'aptitude des personnes candidates à contribuer à la couverture de ces besoins. Il relève enfin que certains candidats se sont déclarés disposés à assumer également une éventuelle activité de suppléance en langue française auprès du Tribunal pénal économique.

Le Conseil relève également qu'une organisation reposant durablement sur un nombre accru de juges à temps partiel pourrait conduire à une augmentation du nombre de magistrats et magistrates au sein d'un tribunal de taille relativement modeste. Une telle évolution soulève des questions liées à l'organisation interne de l'autorité, à la répartition des dossiers ainsi qu'à l'utilisation des locaux et infrastructures disponibles.

Certaines personnes candidates ont par ailleurs exprimé le souhait d'exercer la fonction à un taux d'activité de 50 %, dans le cadre d'une répartition du taux d'activité disponible entre deux magistrates ou magistrats. Le Conseil a examiné cette possibilité.

Une telle solution se heurte toutefois, dans le cas d'espèce, à une difficulté particulière. À ce stade, seul le poste à 50 % mis au concours repose sur une base budgétaire définitivement acquise. Le demi-équivalent plein temps supplémentaire prévu dans le projet de budget 2027 demeure soumis à l'approbation du Grand Conseil et est, de surcroît, prévu pour une durée limitée de trois ans. Une répartition entre deux personnes impliquerait ainsi l'élection de l'une d'elles à la fonction mise au concours pour une durée indéterminée, tandis que l'élection de la seconde dépendrait de ressources budgétaires qui n'ont pas encore été définitivement approuvées et qui présentent un caractère temporaire.

Indépendamment de cette incertitude, une telle organisation aurait pour effet d'accroître le nombre de magistrates et magistrats au sein d'une juridiction de taille relativement modeste. Elle soulèverait ainsi à nouveau les questions exposées ci-dessus en matière d'organisation interne, de répartition des dossiers et d'utilisation des locaux et infrastructures disponibles.

Enfin, le Conseil a tenu compte du souhait exprimé par la Commission de justice de préserver, dans toute la mesure du possible, également des fonctions judiciaires exercées à plein temps.

Les appréciations et recommandations formulées ci-après doivent être lues à la lumière de ces éléments.

Les Juges actuels du Tribunal comptent deux femmes et un homme.

1.5 **Préavis favorable** (avec ordre de priorité)

1. Patrick Schurtenberger

Monsieur Patrick Schurtenberger, né en 1991, domicilié à Fribourg :
> Brevet d'avocat, Dr. iur., MLaw (Fribourg/Paris II)
> Greffier au Tribunal fédéral 100% (IIème Cour de droit pénal)
> Responsable du cours « CAS Bauversicherungsrecht für Fachpersonen aus der Versicherungsbranche », Université de Fribourg
> Spécialiste en conseil juridique (concept de crise) « Jubla » Canton de Fribourg
> Juge suppléant au Tribunal cantonal du canton de Fribourg
> Bilingue allemand-français, bonnes connaissances de la langue anglaise

M. Schurtenberger dispose d'une solide expérience professionnelle et présente toutes les qualités requises pour l'exercice de la fonction. Son parcours lui permet d'appréhender tant les aspects juridiques que les enjeux organisationnels liés à l'activité judiciaire.

Il a en outre indiqué être immédiatement disposé à exercer la fonction à un taux d'activité de 100 % dans l'hypothèse où les ressources supplémentaires prévues au budget 2027 seraient confirmées. Cette disponibilité permettrait au Tribunal de la Singine d'utiliser pleinement les ressources mises à sa disposition sans devoir envisager une augmentation du nombre de magistrats.

M. Schurtenberger a également indiqué être disposé et en mesure d'assumer la suppléance du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique, tant pour les affaires en langue allemande que pour celles en langue française. Le Conseil relève qu'il s'agit d'un besoin identifié de longue date, pour lequel aucune solution satisfaisante n'a jusqu'à présent pu être trouvée parmi les magistrats et magistrates en fonction.

Dès lors, en cas d'élection de M. Schurtenberger au poste faisant l'objet du présent préavis, le Conseil de la magistrature propose qu'il soit également élu en qualité de suppléant du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique.

2. Paul Stübi

Monsieur Paul Stübi, né en 1992, domicilié à Guin :
> MLaw, LL.M., avocat ; bientôt Dr. iur (soutenance de thèse en septembre ou octobre)
> Greffier au Tribunal fédéral 80% (Ière Cour de droit pénal)
> Privat-docent en droit des obligations à la Haute école spécialisée Kalaidos à Zurich
> Membre du Conseil général de la Commune de Guin
> Assesseur au Tribunal des baux de la Singine et du Lac
> De nationalité suisse et allemande
> Langue maternelle allemande, très bonnes connaissances du français et de l'anglais

M. Stübi présente également un excellent profil pour la fonction mise au concours. Il dispose des connaissances professionnelles, des aptitudes personnelles et des compétences linguistiques requises.

À l'instar du candidat classé au premier rang, il a indiqué être disposé à augmenter immédiatement son taux d'activité jusqu'à 100 % si les ressources supplémentaires sollicitées devaient être accordées.

M. Stübi s'est également déclaré disposé et en mesure d'assumer la suppléance du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique, tant pour les affaires en langue allemande que pour celles en langue française. Le Conseil considère cet élément comme particulièrement positif au regard des besoins de suppléance de cette juridiction.

Dès lors, en cas d'élection de M. Stübi au poste faisant l'objet du présent préavis, le Conseil de la magistrature propose qu'il soit également élu en qualité de suppléant du président ou de la présidente du Tribunal pénal économique.

3. Rebekka Jutzet

Madame Rebekka Jutzet, né en 1987, domiciliée à Schmitten :
> Master en droit ; Brevet d'avocate
> Présidente ad hoc du Tribunal d'arrondissement de la Sarine 50%
> Langue maternelle allemande, très bonnes connaissances du français, bonnes connaissances de l'anglais, connaissances scolaires/de base de l'italien

Compte tenu de son expérience en tant que Présidente au Tribunal d'arrondissement de la Sarine entre 2019 et 2026, Mme Jutzet présente un excellent dossier. Sur le seul plan des compétences professionnelles et personnelles, sa candidature figure parmi les plus convaincantes de la procédure.

Mme Jutzet a toutefois indiqué ne pas souhaiter exercer durablement la fonction à un taux supérieur à 70 % ou 80 %. Cette position est parfaitement légitime et ne saurait lui être reprochée. Elle implique néanmoins que, dans l'hypothèse où les ressources supplémentaires prévues pour le Tribunal de la Singine devaient être confirmées, celles-ci ne pourraient pas être utilisées intégralement dans le cadre de son engagement.

Le Conseil a tenu compte de cet élément dans son appréciation globale de la candidature. La perspective qu'une partie des moyens supplémentaires mis à disposition de l'autorité ne puisse être utilisée soulève en effet des interrogations au regard des demandes de renforcement des ressources formulées de longue date par le Tribunal. Elle pourrait également conduire à une augmentation du nombre de magistrates et magistrats au sein d'une juridiction de taille modeste. Le Conseil a enfin tenu compte du souhait exprimé à plusieurs reprises par la Commission de justice de préserver, dans toute la mesure du possible, des fonctions judiciaires exercées à plein temps.

Pour ces motifs, le Conseil a estimé que les considérations institutionnelles liées à l'organisation future du Tribunal devaient, dans le cas particulier, être prises en considération dans l'appréciation globale des candidatures.

4. Raphael Dänzer, Christian Jungen (à égalité selon ordre alphabétique)

Monsieur Raphael Dänzer, né en 1993, domicilié à Fribourg :
> Master en droit ; Brevet d'avocat
> Vice-président de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac et Assistant diplômé, doctorant à l'Université de Fribourg 100%
> Langue maternelle allemande, très bonnes connaissances du français et de l'anglais

Monsieur Christian Jungen, né en 1985, domicilié à Berne :
> Master en droit ; Brevet d'avocat
> Avocat indépendant dans une étude d'avocats 100%
> Langue maternelle allemande, très bonnes connaissances du français et de l'anglais bonnes connaissances de l'italien et de l'espagnol, connaissances scolaires/de base de l'albanais et du portugais
> Le candidat déménagera dans le canton de Fribourg en cas d'élection

M. Dänzer et M. Jungen présentent tous deux de bonnes candidatures et disposent des qualifications professionnelles, des aptitudes personnelles et des compétences linguistiques requises pour l'exercice de la fonction. Ils ont en outre tous deux indiqué être disposés à exercer la fonction à un taux d'activité de 100 % dans l'hypothèse où les ressources supplémentaires prévues au budget 2027 seraient confirmées.

M. Dänzer dispose d'une expérience en lien avec l'activité judiciaire en sa qualité de vice-président de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac. Son activité académique en qualité d'assistant diplômé et de doctorant à l'Université de Fribourg complète utilement son profil. Son expérience de l'activité juridictionnelle demeure toutefois moins étendue que celle des personnes candidates classées aux rangs précédents

M. Jungen bénéficie pour sa part de l'expérience acquise dans l'exercice de la profession d'avocat. Son activité lui a permis de développer une solide pratique juridique ainsi qu'une expérience professionnelle diversifiée. Il dispose toutefois, à ce stade de son parcours, d'une expérience plus limitée de l'activité judiciaire et de l'exercice de la magistrature que les personnes candidates classées aux rangs précédents.

5. Christina Maria Joller, Alicia Daniela Jotterand (à égalité selon ordre alphabétique)

Madame Christina Maria Joller, née en 1992, domiciliée à Fribourg :
> Master en droit ; Brevet d'avocate ; doctorante à l'Université de Fribourg
> Greffière-cheffe au Tribunal d'arrondissement du Lac ; Présidente du Tribunal des prud'hommes du Lac 80%
> Présidente ad hoc au Tribunal d'arrondissement du Lac 04.-05.2026
> Bilingue allemand-français, très bonnes connaissances de l'anglais (C1)

Madame Alicia Daniela Jotterand, née en 1993, domiciliée à Courgevaux :
> Master en droit ; Brevet d'avocate
> Greffière-cheffe et Greffière au Tribunal d'arrondissement du Lac ; Présidente du Tribunal des baux de la Singine et du Lac 80%
> Présidente ad hoc au Tribunal d'arrondissement du Lac 04.-05.2026
> De nationalité suisse et portugaise
> Trilingue allemand-portugais-français, très bonnes connaissances de l'anglais (C1), bonnes connaissances de l'espagnol (B2), connaissances scolaires/de base de l'italien (A2)

Mmes Joller et Jotterand présentent toutes deux de très bonnes candidatures. Elles disposent d'une solide expérience de l'activité judiciaire, de très bonnes qualifications professionnelles ainsi que des compétences personnelles et linguistiques requises pour l'exercice de la fonction.

Mme Joller exerce les fonctions de greffière-cheffe au Tribunal d'arrondissement du Lac et de présidente du Tribunal des prud'hommes du Lac. Elle a également exercé la fonction de présidente ad hoc au Tribunal d'arrondissement du Lac. Son parcours, complété par son activité académique de doctorante à l'Université de Fribourg, lui confère une expérience solide et directement pertinente pour la fonction mise au concours. Parfaitement bilingue allemand-français, elle dispose en outre de très bonnes compétences linguistiques.

Mme Jotterand exerce les fonctions de greffière-cheffe et de greffière au Tribunal d'arrondissement du Lac ainsi que de présidente du Tribunal des baux de la Singine et du Lac. Elle a également exercé la fonction de présidente ad hoc au Tribunal d'arrondissement du Lac. Elle bénéficie ainsi d'une expérience judiciaire et juridictionnelle étendue et directement pertinente pour la fonction. Son profil linguistique, notamment sa maîtrise de l'allemand et du français, constitue également un atout.

Le Conseil relève toutefois que Mme Joller a indiqué ne pas souhaiter exercer durablement la fonction à un taux supérieur à 80 %, tandis que Mme Jotterand a indiqué ne pas souhaiter l'exercer à un taux supérieur à 70 %. Ces disponibilités sont compatibles avec les conditions de la mise au concours. Elles impliquent néanmoins que, dans l'hypothèse où les ressources supplémentaires prévues pour le Tribunal de la Singine devaient être confirmées, celles-ci ne pourraient pas être utilisées intégralement dans le cadre de leur engagement respectif.

Au terme de son appréciation globale, le Conseil considère ainsi que Mmes Joller et Jotterand présentent toutes deux de très bonnes candidatures. Leur disponibilité quant au taux d'activité, appréciée au regard des besoins futurs du Tribunal et des considérations institutionnelles exposées ci-dessus, conduit toutefois le Conseil à les placer, ex aequo, au cinquième rang.

2 Juge conciliateur-trice en droit civil 30% auprès de la Cellule judiciaire itinérante (réf. 10452)

2.1 Démissionnaire

Nouveau poste.

2.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Brevet d'avocat-e, licence ou master en droit et justifier de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction
> Le Conseil cherche une personne ayant de l'expérience dans la magistrature et dans la conciliation ainsi que dans la gestion de projets
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction
> Maîtrise de la langue française avec de très bonnes connaissances de la langue allemande
Lieu d'activité : Cellule judiciaire itinérante

Entrée en fonction : Dès élection par le GC ou à convenir
Assermentation : oui

2.3 Particularités

Le poste s'inscrit dans le cadre du projet pilote visant à préparer la mise en place de la future autorité de conciliation prévue par la réforme du pouvoir judiciaire. Un premier taux de 30 % a été créé en 2025 et rattaché provisoirement au Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Outre le traitement de dossiers de conciliation, la titulaire de ce poste est chargée de développer et de mettre en œuvre le concept de fonctionnement de la future autorité, afin de permettre son déploiement rapide et efficace lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Dans le cadre du budget 2026, un taux supplémentaire de 30 % a été accordé pour cette fonction. Afin que cette ressource puisse également bénéficier à d'autres autorités judiciaires, ce taux a été attribué à la Cellule judiciaire itinérante, qui intervient actuellement en soutien notamment des tribunaux d'arrondissement de la Gruyère, de la Glâne et de la Broye.

Ce poste présente ainsi une double composante : d'une part, le traitement de procédures de conciliation provenant de différentes autorités judiciaires et, d'autre part, la participation au développement et à la mise en œuvre du projet pilote de la future autorité de conciliation. Il requiert, à ce titre, une expérience confirmée de la magistrature et de la conciliation, ainsi que des compétences en matière de gestion de projets.

Le rattachement du taux supplémentaire à la Cellule judiciaire itinérante impliquant formellement une fonction auprès d'une autre autorité judiciaire, le poste a fait l'objet d'une mise au concours distincte.

La Cellule judiciaire itinérante compte actuellement une juge.

2.4 Préavis favorable

1. Nadine Aebischer

Madame Nadine Aebischer, née en 1988, domiciliée à Fribourg :
> Bachelor et Master of Law ; Brevet d'avocate, ; CAS en magistrature
> Juge conciliatrice au Tribunal d'arrondissement de la Sarine 30%
> Juge itinérante à la Cellule judiciaire itinérante du canton de Fribourg de 09.2021 à 08.2024
> Juge ad hoc au Tribunal des mesures de contrainte de 06.2026 à 10.2026
> Langue maternelle française, très bonnes connaissances de l'allemand, du suisse-allemand et de l'anglais, bonnes connaissances de l'espagnol

Mme Aebischer répond pleinement aux exigences du poste et présente un profil particulièrement adapté à la fonction. Titulaire d'un Bachelor et d'un Master of Law, du brevet d'avocate ainsi que d'un CAS en magistrature, elle dispose d'une solide formation juridique, complétée par une expérience diversifiée et directement pertinente au sein de la magistrature fribourgeoise. Elle exerce actuellement la fonction de juge conciliatrice à 30 % auprès du Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Dans ce cadre, elle assume non seulement le traitement de procédures de conciliation, mais participe également au développement et à la mise en œuvre du projet pilote destiné à préparer la future autorité de conciliation. Elle dispose ainsi d'une connaissance approfondie du projet, de ses objectifs et des enjeux liés à sa mise en œuvre.

Son expérience antérieure de juge auprès de la Cellule judiciaire itinérante, fonction qu'elle a exercée de septembre 2021 à août 2024, constitue un atout supplémentaire particulièrement pertinent. Elle connaît déjà le fonctionnement et les spécificités de cette structure ainsi que les exigences inhérentes à une activité exercée au bénéfice de différentes autorités judiciaires. Son activité de juge ad hoc auprès du Tribunal des mesures de contrainte vient encore compléter son expérience de la magistrature.

Mme Aebischer dispose par ailleurs d'une expérience avérée en matière de gestion de projets, notamment acquise en qualité de cheffe de projet dans le cadre du programme e-Justice. Elle continue aujourd'hui à mettre ces compétences en pratique dans le cadre du projet pilote relatif à la future autorité de conciliation, dont elle contribue activement au développement et à la mise en œuvre. Cette expérience, tant antérieure qu'actuelle, revêt une importance particulière au regard de la dimension de développement organisationnel attachée au poste mis au concours.

Enfin, sa langue maternelle est le français et elle possède de très bonnes connaissances de l'allemand et du suisse allemand. Ses compétences linguistiques répondent ainsi pleinement aux exigences de la fonction.

3 Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye (réf. 10327)

3.1 Démissionnaire

Nouveau poste.

3.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Brevet d'avocat-e, licence ou master en droit et justifier de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction
> Une expérience dans les domaines de la justice de paix (cf. art. 58 LJ) serait un avantage
> Maîtrise de la langue française avec des connaissances de la langue allemande
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : 01.01.2027 ou à convenir
Assermentation : oui

La Justice de paix compte actuellement une juge.

3.3 **Préavis favorable** (avec ordre de priorité)

1. Chantal Ding

Madame Chantal Ding, née en 1981, domiciliée à Belmont-Broye :
> Master en droit et Master en droit en sciences criminelles, mention magistrature
> Juge ad hoc auprès de la Justice de paix de la Broye 60% et Cheffe de projet métier/Product Owner programme e-Justice Fribourg 40%
> Conseillère générale de Belmont-Broye
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais

Mme Ding présente un excellent profil pour la fonction mise au concours. Elle dispose d'une expérience directe et approfondie de la Justice de paix de la Broye, au sein de laquelle elle travaille depuis de nombreuses années, notamment en qualité de greffière-cheffe depuis 2017. Depuis plus d'une année, elle y exerce en outre la fonction de juge de paix ad hoc à un taux d'activité de 60 %. Elle dispose ainsi d'une connaissance particulièrement approfondie des procédures, du fonctionnement de l'autorité, de ses défis organisationnels ainsi que des réalités humaines propres aux domaines relevant de la justice de paix.

Dans le cadre de son activité de juge ad hoc, Mme Ding a travaillé étroitement avec la juge de paix titulaire. Elles ont notamment mis en place ensemble plusieurs mesures sur le plan organisationnel afin d'améliorer le fonctionnement de l'autorité. Leur collaboration est étroite et efficace et repose sur une très bonne entente professionnelle. Le Conseil considère que cette complémentarité, déjà éprouvée dans la pratique, constitue un atout important pour assurer la continuité et le bon fonctionnement de la Justice de paix de la Broye.

Son profil est par ailleurs enrichi par son activité au sein du programme e-Justice Fribourg, qui lui a permis de développer des compétences en matière de gestion du changement, de digitalisation et de coordination interinstitutionnelle. Ces compétences constituent également un atout dans le contexte des évolutions technologiques et organisationnelles auxquelles le pouvoir judiciaire est actuellement confronté.

Au regard de son expérience particulièrement pertinente, de sa connaissance approfondie de l'autorité et de la qualité de la collaboration déjà établie au sein de celle-ci, le Conseil place Mme Ding au premier rang.

2. Sonia Franz

Madame Sonia Franz, née en 1987, domiciliée à Montet (Broye) :
> Master en droit et Brevet d'avocate
> Actuellement en congé parental, auparavant Avocate AXA protection juridique 80%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand, l'anglais et l'italien, très bonnes connaissances du portugais

Mme Franz présente également une très bonne candidature. Titulaire d'un master en droit et du brevet d'avocate, elle dispose d'un solide bagage juridique et d'une expérience professionnelle diversifiée. Elle bénéficie en outre d'une expérience antérieure de plusieurs années dans le domaine de la justice de paix, qui lui a permis d'acquérir une bonne connaissance des matières relevant de cette juridiction. Ses compétences professionnelles et personnelles répondent pleinement aux exigences de la fonction.

Mme Franz a déposé sa candidature tant au poste de juge de paix auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye qu'à celui auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac. Le Conseil de la magistrature a dès lors examiné sa candidature dans le cadre des deux procédures et formulé son préavis pour chacune d'elles. Les recommandations formulées à son égard sont toutefois alternatives. En cas d'élection de Mme Franz à l'un des deux postes, le préavis favorable la concernant pour l'autre poste devient sans objet. Elle n'est dès lors plus recommandée à l'élection pour le second poste.

Dans le cadre de la présente procédure, le Conseil a toutefois accordé un poids particulier à l'expérience actuelle et approfondie de Mme Ding au sein même de la Justice de paix de la Broye, ainsi qu'à sa connaissance du fonctionnement et de l'organisation de cette autorité. Ces éléments conduisent le Conseil à placer Mme Franz au deuxième rang, tout en soulignant la qualité de sa candidature.

3.4 **Eligibles** (à égalité par ordre alphabétique)

Madame Carine Benoit, née en 1988, domiciliée à Farvagny-le-Grand :
> Master en droit ; Master en criminologie et sécurité ; CAS en magistrature
> Juriste spécialisée auprès de l'Office d'exécution des peines (État de Vaud) 80%
> Langue maternelle française, connaissances scolaires/de base de l'allemand, l'anglais et de l'italien

Madame Adeline Collaud, née en 1996, domiciliée à St-Aubin :
> Master en droit et Brevet d'avocate
> Avocate, Associée de l'Etude Anagram Avocat.e.s 100%
> Conseillère communale à St-Aubin
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais

Madame Chrystïe Kamana-M'Pata Kalala, née en 1986, domiciliée à Villeneuve :
> Master en droit du sport et avocature ; brevet d'avocate ; CAS en fiscalité des PME
> Spécialiste sinistres en assurance sociale (LAA) 65%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand (B2-C1), de l'anglais (CAE) et de l'espagnol (B1-B2)

Le terme « éligible » désigne les personnes dont le dossier remplit les conditions formelles et légales requises pour exercer la fonction, mais qui n'ont pas été retenues pour un entretien. Leur candidature a été examinée avec attention, et ce classement ne remet aucunement en doute la valeur de leur parcours ou de leur dossier. Parmi les dossiers des candidat/es pour le poste certains profils ont toutefois été considérés comme répondant plus étroitement aux exigences spécifiques et aux priorités actuelles liées à la fonction.

4 Juge de paix 60% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac (réf. 10328)

4.1 Démissionnaire

Nouveau poste.

4.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Brevet d'avocat-e, licence ou master en droit et justifier de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction
> Une expérience dans les domaines de la justice de paix (cf. art. 58 LJ) serait un avantage
> Maîtrise de la langue française avec de bonnes connaissances de la langue allemande
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : 01.01.2027 ou à convenir
Assermentation : oui

La Justice de paix compte actuellement une juge.

4.3 **Préavis favorable** (avec ordre de priorité)

1. Sonia Franz

Madame Sonia Franz, née en 1987, domiciliée à Montet (Broye) :
> Master en droit et Brevet d'avocate
> Actuellement en congé parental, auparavant Avocate AXA protection juridique 80%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand, l'anglais et l'italien, très bonnes connaissances du portugais

Mme Franz présente une très bonne candidature pour la fonction mise au concours. Titulaire d'un master en droit et du brevet d'avocate, elle dispose d'un solide bagage juridique ainsi que d'une expérience professionnelle diversifiée. Elle bénéficie en particulier d'une expérience de quatre années au sein d'une justice de paix, qui lui a permis d'acquérir une très bonne connaissance des matières relevant de cette juridiction, de ses procédures et de son fonctionnement. Son parcours professionnel dans son ensemble lui a par ailleurs permis de développer des compétences directement utiles à l'exercice de la fonction. Mme Franz dispose également de bonnes compétences linguistiques.

Le Conseil a été convaincu par la qualité de sa candidature et considère que son bagage professionnel global ainsi que l'expérience acquise au cours de son parcours la placent en première position.

Mme Franz a déposé sa candidature tant au poste de juge de paix auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye qu'à celui auprès de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac. Le Conseil de la magistrature a dès lors examiné sa candidature dans le cadre des deux procédures et formulé son préavis pour chacune d'elles. Les recommandations formulées à son égard sont toutefois alternatives. En cas d'élection de Mme Franz à l'un des deux postes, le préavis favorable la concernant pour l'autre poste devient sans objet. Elle n'est dès lors plus recommandée à l'élection pour le second poste.

2. Daniela Coelho

Madame Daniela Coelho, née en 1993, domiciliée à Morat :
> Master en droit
> Juge ad hoc 60% – depuis le 1er juillet dernier - auprès de la Justice de paix du Lac
> Langues maternelles française et portugaise, très bonnes connaissances de l'allemand, bonnes connaissances de l'anglais, connaissance de base de l'espagnol

Mme Coelho présente également une très bonne candidature. Titulaire d'un master en droit, elle dispose elle aussi d'une expérience de quatre années au sein d'une justice de paix et connaît ainsi bien les matières relevant de cette juridiction et son fonctionnement. Son profil linguistique constitue également un atout.

Mme Coelho exerce en outre actuellement la fonction de juge ad hoc (depuis le 1er juillet dernier) auprès de la Justice de paix du Lac à un taux d'activité de 60 %. Cette activité constitue une expérience directement pertinente pour la fonction mise au concours et lui permet d'exercer concrètement des responsabilités juridictionnelles. Au moment de la présente procédure de sélection, elle n'exerce toutefois cette fonction que depuis environ deux mois.

Les deux candidates disposent ainsi d'une expérience significative acquise au sein d'une justice de paix. Dans son appréciation globale, le Conseil a toutefois considéré que le bagage professionnel et l'expérience d'ensemble de Mme Franz justifiaient de lui accorder la priorité. Mme Coelho est dès lors placée au deuxième rang, tout en présentant une très bonne candidature.

4.4 **Eligibles** (à égalité par ordre alphabétique)

Madame Carine Benoit, née en 1988, domiciliée à Farvagny-le-Grand :
> Master en droit ; Master en criminologie et sécurité ; CAS en magistrature
> Juriste spécialisée auprès de l'Office d'exécution des peines (État de Vaud) 80%
> Langue maternelle française, connaissances scolaires/de base de l'allemand, l'anglais et de l'italien

Madame Adeline Collaud, née en 1996, domiciliée à St-Aubin :
> Master en droit et Brevet d'avocate
> Avocate, Associée de l'Etude Anagram Avocat.e.s 100%
> Conseillère communale à St-Aubin
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais

Monsieur Andrea Daniel Vonzun, né en 1966, domicilié à Meyriez :
> Licence en droit, MBA
> Assesseur au Tribunal des baux de la Singine et du Lac 10%, auparavant responsable du service de gestion immobilière de la commune de Köniz (jusqu'à 09.2025)
> Langue maternelle allemande, très bonnes connaissances du français (C1) et de l'anglais (C1), bonnes connaissances de l'italien (B2)

Le terme « éligible » désigne les personnes dont le dossier remplit les conditions formelles et légales requises pour exercer la fonction, mais qui n'ont pas été retenues pour un entretien. Leur candidature a été examinée avec attention, et ce classement ne remet aucunement en doute la valeur de leur parcours ou de leur dossier. Parmi les dossiers des candidat/es pour le poste certains profils ont toutefois été considérés comme répondant plus étroitement aux exigences spécifiques et aux priorités actuelles liées à la fonction.

5 Président-e 10% du Tribunal des prud’hommes de la Veveyse

5.1 Demande du Tribunal des prud’hommes de la Veveyse

La présidence du Tribunal des prud’hommes de la Veveyse n’est actuellement assumée que par la Présidente Giallombardo. Le Tribunal souhaite pouvoir décharger sa Présidente et, à l’image des autres Autorités, faire élire sa greffière-cheffe Présidente à 10% de cette autorité.

5.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Brevet d'avocat/e, licence ou master en droit et justifier de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction
> Maîtrise de la langue française avec de bonnes connaissances de langue allemande.
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : dès élection par le Grand conseil
Assermentation : oui

5.3 **Préavis favorable**

Madame Mélanie Pythoud, née en 1996, domiciliée à Farvagny-le-Petit :
> Master of Law, Brevet d’avocate
> Présidente ad hoc du Tribunal d’arrondissement de la Veveyse 20% (mandat du 1er août 2026 au 31 décembre 2026)
> Greffière-cheffe au Tribunal d’arrondissement de la Veveyse 80%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l’allemand (B2) et de l’anglais (B2)

Cette candidate remplit pleinement les exigences de la fonction.

6 Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Sarine (réf. 10400)

6.1 Démissionnaire

Madame Anne Hemmer, démission au 31.08.2026.

6.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Le Conseil de la magistrature recherche une personne ayant la disponibilité nécessaire pour participer à des séances pendant la journée
> Domicile dans la circonscription judiciaire concernée (Sarine)
> Maîtrise de la langue française ou allemande avec de très bonnes connaissances de l'autre langue
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : Dès élection par le GC ou à convenir
Assermentation : oui

Les assesseur-e-s actuels du Tribunal comptent 20 femmes et 15 hommes.

6.3 Remarques

Le classement des candidatures tient compte en premier lieu des compétences linguistiques, lesquelles revêtent une importance particulière au regard des besoins concrets du Tribunal. En effet, l'exercice de la fonction implique de pouvoir participer à des séances aussi bien en français qu'en allemand et d'en assurer le bon déroulement dans les deux langues.

Dans ce contexte, et conformément aux besoins exprimés par le Tribunal, une maîtrise particulièrement élevée des deux langues a été considérée comme un atout déterminant dans l'appréciation comparative des candidatures. Le candidat bilingue (allemand-français) a ainsi été classé en première position, son profil offrant les meilleures garanties pour l'exercice de la fonction indifféremment dans les deux langues.

Les candidatures faisant état de très bonnes connaissances de l'autre langue ont ensuite été classées en deuxième position. Elles répondent pleinement à l'exigence linguistique formulée dans la mise au concours, tout en présentant, sur ce critère, un degré de maîtrise moindre que celui d'un candidat bilingue.

Enfin, les candidatures faisant état uniquement de bonnes connaissances de l'autre langue ont été classées en troisième position. Si leurs profils ont été pris en considération dans le cadre de l'examen des dossiers, leurs compétences linguistiques apparaissent moins étroitement adaptées aux besoins

spécifiques du Tribunal, qui doit pouvoir assurer le bon fonctionnement de séances tant en français qu'en allemand.

6.4 **Préavis favorable** (avec ordre de priorité)

1. Stephan Raemy

Monsieur Stephan Raemy, né en 1966, domicilié à Fribourg :
> Lic. iur., avocat, LLM (Droit Européen)
> Directeur Liebherr-International AG 100% ; En retraite anticipée à partir de janvier 2027
> Bilingue allemand-français, très bonnes connaissances de l'anglais, bonnes connaissances de l'italien

Ce candidat répond pleinement aux exigences du poste.

2. Anne Butty Revaz, Laura Dubuis (à égalité par ordre alphabétique)

Madame Anne Butty Revaz, née en 1970, domiciliée à Fribourg :
> Juriste ; DAS en management des institutions sociales
> Actuellement sans emploi principal, auparavant Management d'institution sociale (jusqu'à 01.2026)
> Conseillère générale de la Ville de Fribourg
> Langue maternelle française, très bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais

Madame Laura Dubuis, née en 1988, domiciliée à Fribourg :
> Bachelor en Travail social et Politiques sociales et pédagogie spécialisée ; Instructrice BLS AED SRC
> Coordinatrice des formations et de la communication et Chargée de recherche de fonds 40% ; Coordinatrice du Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse 40%
> Co-Présidente de la Fédération romande des consommateur-rice-s, Fribourg
> Langue maternelle française, très bonnes connaissances de l'italien et de l'allemand, connaissances scolaires/de base de l'anglais

3. Patrice Magnin, Laure Manzini, Donika Morina Gentil, Pierre-Olivier Nobs, Fabrice Pichonnaz (à égalité par ordre alphabétique)

Monsieur Patrice Magnin, né en 1965, domicilié à Ependes :
> Informaticien ; Brevet FSEA Instructeur Pci; Diplôme Business Coordinateur ; Brevet fédéral de garde-frontière
> Administrateur système, responsable d'application 100%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand (B2), connaissances scolaires/de base de l'anglais (B1), de l'italien et de l'espagnol

Madame Laure Manzini, née en 1975, domiciliée à Villarlod :
> Diplôme d'enseignement primaire
> Enseignante primaire 78%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais, connaissances scolaires/de base de l'italien
> Conseillère générale de Gibloux
> Curatrice privée

Madame Donika Morina Gentil, née en 1985, domiciliée à Corminboeuf :
> Master en sciences sociales ; diplôme en protection de l'enfant DAS ; CAS de praticienne formatrice
> Intervenante en protection de l'enfant, Fribourg 70%
> Présidente de la commission de naturalisation de Corminboeuf
> Bilingue français- albanais, bonnes connaissances de l'allemand et l'anglais

Monsieur Pierre-Olivier Nobs, né en 1966, domicilié à Fribourg :
> Bijoutier-Joaillier, CAS en Management des organisations à but non lucratif
> En recherche d'emploi, auparavant Conseiller communal de la Ville de Fribourg (2016-2026)
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand, très bonnes connaissances de l'italien, connaissances scolaires/de base de l'anglais

Monsieur Fabrice Pichonnaz, né en 1972, domicilié à Autigny :
> Architecte paysagiste HES ; Maître professionnel HEFP / IFFP ; Médiation scolaire
> Maitre professionnel HEFP, enseignant professionnel en horticulture paysagère 100%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et du suisse-allemand

6.5 Eligible

Monsieur Emanuel Barblan, né en 1962, domicilié à Grolley :
> Master en Sciences Economiques et sociales (Gestion d'entreprise) et EMBA en integrated management
> Retraité depuis 2024, auparavant responsable achats et planification
> Assesseur à la Justice de paix de la Sarine
> Langue maternelle française, très bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais, connaissances scolaires/de base de l'italien

Ce candidat est déjà assesseur d'où son classement.

7 Assesseur-e au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse (réf. 10361)

7.1 Démissionnaire

Madame Marie Wicht, démission au 31.08.2026.

7.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Le Conseil de la magistrature recherche une personne ayant la disponibilité nécessaire pour participer à des séances pendant la journée
> Domicile dans la circonscription judiciaire concernée (Veveyse)
> Maîtrise de la langue française avec des connaissances de la langue allemande
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction

Entrée en fonction : Dès élection par le GC ou à convenir
Assermentation : oui

Les assesseur-e-s actuels du Tribunal comptent 7 femmes et 6 hommes.

7.3 **Préavis favorable** (avec ordre de priorité)

1. Loïc Simon Gerber

Monsieur Loïc Simon Gerber, né en 1993, domicilié à Bouloz :
> Master MLaw
> Juriste auprès d'un service juridique 100%
> Langue maternelle française, très bonnes connaissances de l'allemand (C1) et de l'anglais (C1)

2. Sandra Gothuey, Jérôme Jourdan, Mathilde Kalbfuss, Aurélie Magnin (à égalité par ordre alphabétique)

Madame Sandra Gothuey, né en 1968, domicilié à Besencens :
> CFC Vendeuse
> Ancienne conseillère communale
> Langue maternelle française

Monsieur Jérôme Jourdan, né en 1971, domicilié à Bossonens :
> Gendarme, CFC de dessinateur en Génie Civil
> Directeur adjoint opérationnel et chef de domaine sécurité - sûreté - protection des personnes et des biens 100% (bientôt 80%)
> Syndic de Bossonnens
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand (B1)

Madame Mathilde Kalbfuss, née en 1989, domiciliée à Bussigny/VD :
> Bachelor et Master en droit
> Juriste à la Direction générale de la cohésion sociale, à Lausanne 70%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais, connaissances scolaires/de base de l'italien
> La candidate déménagera dans le district de la Veveyse fin octobre/début novembre 2026

Cette candidate est préavisée à l'élection à la condition qu'elle déménage effectivement dans le district de la Veveyse.

Madame Aurélie Magnin, née en 1980, domiciliée à Bouloz :
> Philosophe spécialisée en éthique pratique
> Autrice jeunesse indépendante 50%
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et du latin, très bonnes connaissances de l'anglais

8 **Assesseur-e** (expertise immobilière, expert-e judiciaire) **auprès de la Commission d'expropriation** (réf. 10124, 10246, 10382)

8.1 Démissionnaire

Monsieur Lorenz Fivian, Assesseur, démission au 31.10.2025.

8.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation

> Formation en expertise immobilière et/ou adhésion à la chambre d'expert-e-s en estimation immobilière et/ou certificat d'expert-e judiciaire
> Les candidat-e-s doivent jouir de suffisamment de disponibilité pour la fonction (séances durant la journée)
> Maîtrise de la langue française ou allemande avec des bonnes connaissances de l'autre langue
> Citoyenneté active sur le plan cantonal. Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires d'un permis d'établissement et être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Les personnes candidates ne doivent pas faire l'objet d'acte de défaut de biens, ne pas avoir été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction.

Entrée en fonction : Dès élection par le GC ou à convenir
Assermentation : oui

Les assesseur-e-s actuels de la Commission comptent 4 femmes et 10 hommes.

8.3 **Préavis favorable**

Monsieur Gauthier Frédéric Viau, né en 1984 :
> Expert en estimations immobilières avec brevet fédéral
> Agent immobilier en recherche d'emploi
> De nationalité française, permis C
> Langue maternelle française, bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais (B2)

Ce candidat répond pleinement aux exigences du poste.

Récapitulatif des candidatures préavisées favorablement

Tribunal d'arrondissement de la Singine

Président-e 50% (100%)

Avec ordre de priorité

1. **Patrick Schurtenberger**
2. **Paul Stübi**
3. **Rebekka Jutzet**
4. **Raphael Dänzer, Christian Jungen** (à égalité selon ordre alphabétique)
5. **Christina Maria Joller, Alicia Daniela Jotterand** (à égalité selon ordre alphabétique)

Tribunal pénal économique

Suppléant du président ou de la présidente

M. Patrick Schurtenberger ou M. Paul Stübi, selon le résultat de l'élection au poste de juge au Tribunal d'arrondissement de la Singine.
Préavis favorable à l'élection de la personne concernée pour les affaires en langues française et allemande.

Cellule judiciaire itinérante

Juge conciliatetur-trice en droit civil 30%

Nadine Aebischer

Justice de paix de l'arrondissement de la Broye

Juge de paix 60%

Avec ordre de priorité

1. **Chantal Ding**
2. **Sonia Franz***

Eligibles : Carine Benoit, Adeline Collaud, Chrystïe Kamana-M'Pata Kalala (à égalité selon ordre alphabétique)

Justice de paix de l'arrondissement du Lac

Juge de paix 60%

Avec ordre de priorité
1. **Sonia Franz ***
2. **Daniela Coelho**

Eligibles : Carine Benoit, Adeline Collaud, Andrea Daniel Vonzun (à égalité selon ordre alphabétique)

* La recommandation concernant Mme Franz est conditionnée à l'absence d'élection de celle-ci à l'autre poste. En cas d'élection de Mme Franz à l'un des deux postes, le préavis favorable la concernant pour l'autre poste devient sans objet.

Tribunal des prud'hommes de la Veveyse

Président-e à 10%

Mélanie Pythoud

Tribunal d'arrondissement de la Sarine

Assesseur-e

Avec ordre de priorité
1. **Stephan Raemy**
2. **Anne Butty Revaz, Laura Dubuis** (à égalité par ordre alphabétique)
3. **Patrice Magnin, Laure Manzini, Donika Morina Gentil, Pierre-Olivier Nobs, Fabrice Pichonnaz** (à égalité par ordre alphabétique)

Eligible : Emanuel Barblan

Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

Assesseur-e

Avec ordre de priorité
1. **Loïc Simon Gerber**
2. **Sandra Gothuey, Jérôme Jourdan, Mathilde Kalbfuss, Aurélie Magnin** (à égalité par ordre alphabétique)

Commission d’expropriation

Assesseur-e (expertise immobilière, expert-e judiciaire)

Gauthier Frédéric Viau

Stellungnahme zuhanden des Grossen Rates betreffend die Wahl in richterliche Funktionen

—

vom 14. September 2026 – Session 10.2026

POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN
ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR

Inhaltsverzeichnis

Einleitung **3**

1.1 Ausschreibungen von richterlichen Ämtern durch den Justizrat: 3

1.2 Anträge von Gerichtsbehörden für die Wahl in richterliche Ämter 3

1 Präsident/in 50% (100%) beim Bezirksgericht Sense (Ref. 10386) **4**

1.1 Zurücktretende Amtsträgerin 4

1.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 4

1.3 Besonderes 4

1.4 Bemerkung 5

1.5 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet) 6

2 Schlichtungsrichter/in Zivilrecht bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde (Ref. 10452) **11**

2.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger 11

2.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 11

2.3 Besonderes 11

2.4 Positive Stellungnahme 12

3 Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Broyebezirks (Ref. 10327) **13**

3.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger 13

3.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 13

3.3 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet) 13

3.4 Wählbar (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge) 15

4 Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Seebezirks (Ref. 10328) **16**

4.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger 16

4.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 16

4.3 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet) 16

4.4 Wählbar (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge) 17

5 Präsident/in 10% des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks **19**

5.1 Antrag des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks 19

5.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 19

5.3 Positive Stellungnahme 19

6 Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Saanebezirks (Ref. 10400) **20**

6.1 Zurücktretende Amtsträgerin 20
6.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 20
6.3 Bemerkung 20
6.4 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet) 21
6.5 Wählbar 22
7 Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Vivisbachbezirks (Ref. 10361) 23
7.1 Zurücktretende Amtsträgerin 23
7.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 23
7.3 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet) 23
8 Beisitzer/in (Immobilienbewertung, Gerichtsexpertin/ Gerichtsexperte) bei der Enteignungskommission (Ref. 10124, 10246, 10382) 25
8.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger 25
8.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung 25
8.3 Positive Stellungnahme 25
Zusammenfassung der Kandidaturen mit positiver Stellungnahme 26

Einleitung

1.1 Ausschreibungen von richterlichen Ämtern durch den Justizrat:

> Präsident/in 50% beim Bezirksgericht Sense (Referenz 10386) (AB vom 07.08.2026)
> Schlichtungsrichter/in Zivilrecht 30% bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde (Referenz 10452) (AB vom 28.08.2026 und 04.09.2026)
> Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Broyebezirks (Referenz 10327) (AB vom 17.07.2026)
> Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Seebezirks (Referenz 10328) (AB vom 17.07.2026)
> Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Saanebezirks (Referenz 10400) (AB vom 07.08.2026)
> Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Vivisbachbezirks (Referenz 10361) (AB vom 07.08.2026)
> Beisitzer/in (Immobilienbewertung, Gerichtsexpertin/Gerichtsexperte) bei der Enteignungskommission (Referenz 10124, 10246 und 10382) (AB vom 08.05.2026, 19.06.2026 und 07.08.2026)

1.2 Anträge von Gerichtsbehörden für die Wahl in richterliche Ämter

> Präsident/in 10% des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks

Der Justizrat hat die eingegangenen Bewerbungen unter Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Kriterien geprüft, d.h. Ausbildung, Berufserfahrung sowie die persönlichen Qualitäten der Kandidatinnen und Kandidaten.

***

1 Präsident/in 50% (100%) beim Bezirksgericht Sense (Ref. 10386)

1.1 Zurücktretende Amtsträgerin

Frau Caroline Gauch, Rücktritt per 31.12.2026.

1.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Anwaltspatent, Lizentiat oder Master der Rechte. Ausreichende praktische Kenntnisse für die Ausübung des Amtes
> Die Ausschreibung richtet sich an Personen mit Interesse und Erfahrung im Straf- und Zivilrecht
> Beschäftigungsgrad 50% (mit Aussicht auf Erhöhung auf 100%): Die Stelle wird mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % ausgeschrieben. Vorbehältlich der Genehmigung des Budgets 2027 besteht die Möglichkeit, den Beschäftigungsgrad auf 100 % zu erhöhen. Bewerberinnen und Bewerber, die an dieser Möglichkeit interessiert sind, werden gebeten, dies in ihrer Bewerbung anzugeben
> Beherrschen der deutschen Sprache mit guten Kenntnissen der französischen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : 01.01.2027 oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

1.3 Besonderes

Die gewählte Person wird ausserdem das Amt als Stellvertretende Präsidentin/Stellevertretender Präsident des Bezirksgerichts des Greyerzbezirks, der Arbeitsgerichte des Sense- und des Greyerzbezirks, des Mietgerichts des Sense- und des Seebezirks, des Mietgerichts des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks sowie des Zwangsmassnahmengerichts übernehmen, insbesondere für die Behandlung der deutschsprachigen Fälle.

Das Amt als Stellvertretende Präsidentin/Stellevertretender Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts weist eine weitere Besonderheit auf. Dieses Amt muss sowohl für deutschsprachige als auch für französischsprachige Verfahren ausgeübt werden können und setzt neben den erforderlichen Sprachkenntnissen besondere Fachkenntnisse für die Behandlung von Fällen in diesem Zuständigkeitsbereich voraus.

Zwei Bewerbende haben angegeben, dass sie bereit und in der Lage wären, dieses Amt ebenfalls auszuüben. Wird eine dieser beiden Personen in das vorliegend zur Wahl stehende Amt gewählt, beantragt der Justizrat daher, diese Peron gleichzeitig als stellvertretende Präsidentin bzw. stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts zu wählen.

1.4 Bemerkung

Das vorliegende Auswahlverfahren findet in einem besonderen Kontext statt, der mit der jüngsten Entwicklung der personellen Ressourcen des Bezirksgerichts des Sensebezirks zusammenhängt.

Bei der Ausschreibung wurde die Stelle mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % ausgeschrieben. In der Ausschreibung wurde jedoch darauf hingewiesen, dass eine Erhöhung auf 100 % vorbehaltlich der Genehmigung des Budgets 2027 möglich ist. Bewerbende, die an dieser Möglichkeit interessiert sind, wurden gebeten, dies in ihren Bewerbungsunterlagen anzugeben.

Diese Formulierung entsprach der bei der Ausschreibung bekannten Situation. Die zuständigen Behörden hatten bereits seit mehreren Jahren auf einen zusätzlichen Ressourcenbedarf beim Bezirksgericht des Sensebezirks hingewiesen. Da jedoch noch kein definitiver Budgetentscheid vorlag, erschien es notwendig, die Ausschreibung so zu gestalten, dass sie sowohl die bestehende Situation als auch die konkrete Möglichkeit einer künftigen Erhöhung des Beschäftigungsgrads berücksichtigt.

Seitdem hat der Staatsrat in seinem Budgetentwurf 2027 die Gewährung einer zusätzlichen 0,5 Vollzeitstelle für das Bezirksgericht des Sensebezirks für die Dauer von drei Jahren vorgesehen. Diese Erhöhung steht jedoch noch unter dem Vorbehalt der Genehmigung durch den Grossen Rat.

Mehrere Bewerbende haben bei ihrer Bewerbung oder im Rahmen der Gespräche angegeben, dass sie das Amt nicht dauerhaft mit einem Beschäftigungsgrad von 100 % ausüben möchten. Der Justizrat war der Ansicht, dass die in der Ausschreibung gewählte Formulierung den Ausschluss solcher Bewerbungen nicht rechtfertigte. Da die Stelle mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % und der Möglichkeit einer späteren Erhöhung ausgeschrieben worden war, konnte eine Bereitschaft zur Ausübung des Amtes zu 100 % nicht als Auswahlkriterium vorausgesetzt werden, da eine solche Voraussetzung in der Ausschreibung nicht enthalten war.

Der Justizrat ist jedoch der Auffassung, dass der von den Bewerbenden angestrebte Beschäftigungsgrad bei der Gesamtbeurteilung der Bewerbungen berücksichtigt werden muss. Die vom Bezirksgericht beantragten zusätzlichen Ressourcen sollen einem tatsächlichen und dauerhaften Bedarf zur Verstärkung seiner Tätigkeit Rechnung tragen. Vor diesem Hintergrund erscheint es wünschenswert, dass die bewilligten Ressourcen möglichst umfassend eingesetzt werden können. Dies ist umso wichtiger, als das Bezirksgericht des Sensebezirks nicht nur seine eigenen Zuständigkeiten wahrnimmt, sondern auch Stellvertretungsaufgaben für andere Gerichtsbehörden übernimmt. Es übernimmt die Stellvertretung des Bezirksgerichts des Saanebezirks bei deutschsprachigen Fällen sowie des Wirtschaftsstrafgerichts bei deutschsprachigen Dossiers. Bei der Gesamtbeurteilung der Bewerbungen hat der Justizrat daher auch berücksichtigt, inwieweit die Bewerbenden zur Deckung dieses Bedarfs beitragen können. Schliesslich ist festzuhalten, dass sich einige Bewerbende bereit erklärt haben, gegebenenfalls auch eine Stellvertretungstätigkeit in französischer Sprache beim Wirtschaftsstrafgericht zu übernehmen.

Der Justizrat weist zudem darauf hin, dass eine dauerhafte Organisation mit mehr Teilzeit-Richterinnen und -Richtern dazu führen könnte, dass die Zahl der Richterinnen und Richter an einem vergleichsweise kleinen Gericht steigt. Eine solche Entwicklung wirft Fragen hinsichtlich der internen Organisation der Behörde, der Verteilung der Dossiers sowie der Nutzung der verfügbaren Räumlichkeiten und Infrastrukturen auf.

Einige Bewerbende haben zudem den Wunsch geäussert, das Amt mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % auszuüben, wobei der verfügbare Beschäftigungsgrad auf zwei Richterinnen bzw. Richter aufgeteilt würde. Der Justizrat hat diese Möglichkeit geprüft.

Eine solche Lösung ist im vorliegenden Fall jedoch mit einer besonderen Schwierigkeit verbunden. Zum jetzigen Zeitpunkt ist nur die ausgeschriebene Stelle mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % budgetmässig definitiv gesichert. Die im Budgetentwurf 2027 vorgesehene zusätzliche halbe Vollzeitstelle steht noch unter dem Vorbehalt der Genehmigung durch den Grossen Rat und ist zudem auf drei Jahre befristet. Eine Aufteilung auf zwei Personen würde somit bedeuten, dass eine Person für die ausgeschriebene Stelle auf unbestimmte Zeit gewählt würde, während die Wahl der zweiten Person von noch nicht definitiv bewilligten und zudem befristeten Budgetmitteln abhängig wäre.

Unabhängig von dieser Unsicherheit würde eine solche Organisation dazu führen, dass die Zahl der Richterinnen und Richter an einem vergleichsweise kleinen Gericht zunimmt. Damit würden sich erneut die bereits erwähnten Fragen zur internen Organisation, zur Verteilung der Dossiers sowie zur Nutzung der verfügbaren Räumlichkeiten und Infrastrukturen stellen.

Schliesslich hat der Justizrat den Wunsch der Justizkommission berücksichtigt, nach Möglichkeit auch Vollzeitstellen im richterlichen Bereich zu erhalten.

Die nachfolgenden Beurteilungen und Empfehlungen sind vor diesem Hintergrund zu verstehen.

Das Gericht zählt zurzeit zwei Richterinnen und einen Richter.

1.5 **Positive Stellungnahme** (nach Präferenz geordnet)

1. Patrick Schurtenberger

Herr Patrick Schurtenberger, geboren 1991, wohnhaft in Freiburg:
> Anwaltspatent, Dr. iur., MLaw (Fribourg/Paris II)
> Gerichtsschreiber am Bundesgericht 100% (II. strafrechtliche Abteilung)
> Kursleiter CAS Bauversicherungsrecht für Fachpersonen aus der Versicherungsbranche, Universität Freiburg
> Fachperson für juristische Beratung (Krisenkonzept) Jubla Kanton Freiburg
> Ersatzrichter am Kantonsgericht Freiburg
> Zweisprachig Deutsch-Französisch, gute Kenntnisse in Englisch

Herr Schurtenberger verfügt über eine umfassende Berufserfahrung und erfüllt die für die Ausübung des Amtes erforderlichen Voraussetzungen. Aufgrund seines beruflichen Werdegangs ist er sowohl mit den rechtlichen Aspekten als auch mit den organisatorischen Anforderungen der richterlichen Tätigkeit vertraut.

Er hat zudem angegeben, dass er bereit wäre, das Amt bei einer Bestätigung der im Budget 2027 vorgesehenen zusätzlichen Ressourcen ab sofort mit einem Beschäftigungsgrad von 100 % auszuüben. Damit könnte das Bezirksgericht des Sensebezirks die ihm zur Verfügung stehenden Ressourcen vollständig nutzen, ohne die Zahl der Richterinnen und Richter erhöhen zu müssen.

Herr Schurtenberger hat ferner angegeben, dass er bereit und in der Lage wäre, die Stellvertretung der Präsidentin/des Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts sowohl bei deutschsprachigen als auch bei französischsprachigen Fällen zu übernehmen. Der Justizrat weist darauf hin, dass hierfür seit längerer Zeit ein Bedarf besteht, für den unter den amtierenden Richterinnen und Richtern bisher keine zufriedenstellende Lösung gefunden werden konnte.

Wird Herr Schurtenberger in das vorliegend zur Wahl stehende Amt gewählt, beantragt der Justizrat daher, ihn gleichzeitig als Stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts zu wählen.

2. Paul Stübi

Herr Paul Stübi, geboren 1992, wohnhaft in Düdingen:

> Master in Rechtswissenschaften, LL.M., Anwaltspatent; bald Dr. iur. (Dissertationsverteidigung im Juni)
> Gerichtsschreiber am Bundesgericht 80% (I. Strafrechtliche Abteilung)
> Privatdozent für Obligationenrecht an der Kalaidos Fachhochschule in Zürich
> Mitglied des Generalrates der Gemeinde Düdingen
> Beisitzer beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks
> Schweizer und deutsche Staatsangehörigkeit
> Deutsche Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Französisch und Englisch

Herr Stübi weist ebenfalls ein ausgezeichnetes Profil für das ausgeschriebene Amt auf. Er verfügt über die erforderlichen Fachkenntnisse, persönlichen Fähigkeiten und Sprachkenntnisse.

Wie der vor ihm aufgeführte Bewerber hat auch er angegeben, dass er bereit wäre, seinen Beschäftigungsgrad unverzüglich auf 100 % zu erhöhen, sofern die beantragten zusätzlichen Ressourcen bewilligt werden.

Herr Stübi hat sich zudem bereit erklärt und angegeben, dass er in der Lage wäre, die Stellvertretung der Präsidentin/des Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts sowohl bei deutschsprachigen als auch bei französischsprachigen Fällen zu übernehmen. Der Justizrat erachtet dies angesichts des bestehenden Stellvertretungsbedarfs dieses Gerichts als besonders positiv.

Wird Herr Stübi in das vorliegend zur Wahl stehende Amt gewählt, beantragt der Justizrat daher, ihn gleichzeitig als Stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts zu wählen.

3. Rebekka Jutzet

Frau Rebekka Jutzet, geboren 1987, wohnhaft in Schmitten:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Präsidentin ad hoc beim Bezirksgericht des Saanebezirks 50%
> Deutsche Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Französisch, gute Kenntnisse in Englisch, Schul-/Grundkenntnisse in Italienisch

Aufgrund ihrer Erfahrung als Präsidentin des Bezirksgerichts des Saanebezirks von 2019 bis 2026 weist Frau Jutzet ein ausgezeichnetes Bewerbungsdossier auf. Allein in Bezug auf die fachlichen und persönlichen Kompetenzen gehört ihre Bewerbung zu den überzeugendsten des gesamten Verfahrens.

Frau Jutzet hat jedoch angegeben, dass sie das Amt nicht dauerhaft mit einem Beschäftigungsgrad von mehr als 70 % bzw. 80 % ausüben möchte. Dieser Wunsch ist völlig legitim und kann ihr nicht zum Vorwurf gemacht werden. Er bedeutet jedoch, dass die für das Bezirksgericht des Sensebezirks vorgesehenen zusätzlichen Ressourcen im Falle ihrer Bestätigung im Rahmen ihrer Anstellung nicht vollständig genutzt werden könnten.

Der Justizrat hat diesen Umstand bei der Gesamtbeurteilung der Bewerbung berücksichtigt. Die Möglichkeit, dass ein Teil der der Behörde zusätzlich zur Verfügung gestellten Mittel nicht genutzt werden könnte, wirft angesichts des seit längerer Zeit vom Bezirksgericht geltend gemachten zusätzlichen Ressourcenbedarfs Fragen auf. Sie könnte zudem zu einer Erhöhung der Zahl der Richterinnen und Richter an einem vergleichsweise kleinen Gericht führen. Der Justizrat hat schliesslich auch den von der Justizkommission wiederholt geäusserten Wunsch berücksichtigt, nach Möglichkeit Vollzeitstellen im richterlichen Bereich zu erhalten.

Aus diesen Gründen war der Justizrat der Auffassung, dass die institutionellen Überlegungen im Zusammenhang mit der künftigen Organisation des Bezirksgerichts im vorliegenden Fall bei der Gesamtbeurteilung der Bewerbungen berücksichtigt werden müssen.

4. Raphael Dänzer, Christian Jungen (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Herr Raphael Dänzer, geboren 1993, wohnhaft in Freiburg:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Vizepräsident der Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks und Diplomassistent, Doktorand Universität Freiburg 100%
> Deutsche Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Französisch und Englisch

Herr Christian Jungen, geboren 1985, wohnhaft in Bern:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Selbstständiger Rechtsanwalt in einer Anwaltskanzlei 100 %
> Deutsche Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Französisch und Englisch, gute Kenntnisse in Italienisch und Spanisch, Schul-/Grundkenntnisse in Albanisch und Portugiesisch
> Der Kandidat wird im Falle seiner Wahl in den Kanton Freiburg umziehen

Herr Dänzer und Herr Jungen weisen beide gute Bewerbungsdossiers auf und verfügen über die für die Ausübung des Amtes erforderlichen fachlichen und persönlichen Voraussetzungen sowie Sprachkenntnisse. Beide haben zudem angegeben, dass sie bereit wären, das Amt mit einem Beschäftigungsgrad von 100 % auszuüben, sofern die im Budget 2027 vorgesehenen zusätzlichen Ressourcen bestätigt werden.

Herr Dänzer verfügt in seiner Funktion als Vizepräsident der Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks über Erfahrung im Zusammenhang mit der richterlichen Tätigkeit. Seine akademische Tätigkeit als wissenschaftlicher Assistent und Doktorand an der Universität Freiburg ergänzt sein Profil sinnvoll. Seine Erfahrung im Bereich der Rechtsprechung ist jedoch weniger umfangreich als jene der vor ihm aufgeführten Bewerbenden.

Herr Jungen verfügt seinerseits über die Erfahrung, die er durch die Ausübung des Anwaltsberufs erworben hat. Seine Tätigkeit ermöglichte es ihm, fundierte juristische Praxiserfahrung sowie eine vielseitige Berufserfahrung zu entwickeln. Zum jetzigen Zeitpunkt seines beruflichen Werdegangs verfügt er jedoch über weniger Erfahrung in der richterlichen Tätigkeit und in der Ausübung eines richterlichen Amtes als die vor ihm aufgeführten Bewerbenden.

5. Christina Maria Joller, Alicia Daniela Jotterand (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Frau Christina Maria Joller, geboren 1992, wohnhaft in Freiburg:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent; Doktorandin an der Universität Freiburg
> Chefgerichtsschreiberin beim Bezirksgericht See und Präsidentin des Arbeitsgerichts 80%
> Präsidentin ad hoc beim Bezirksgericht See 04.-05.2026
> Zweisprachig Deutsch-Französisch, sehr gute Kenntnisse in Englisch (C1)

Frau Alicia Daniela Jotterand, geboren 1993, wohnhaft in Courgevaux:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Chefgerichtsschreiberin und Gerichtsschreiberin beim Bezirksgericht See und Präsidentin des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks 80%
> Präsidentin ad hoc beim Bezirksgericht See 04.-05.2026
> Schweizerische und portugiesische Staatsangehörigkeit
> Dreisprachig Deutsch-Portugiesisch-Französisch; sehr gute Kenntnisse in Englisch (C1), gute Kenntnisse in Spanisch (B2), Schul-/Grundkenntnisse in Italienisch (A2)

Frau Joller und Frau Jotterand weisen beide sehr gute Bewerbungsdossiers auf. Sie verfügen über eine umfassende Erfahrung in der richterlichen Tätigkeit, sehr gute fachliche Qualifikationen sowie die für die Ausübung des Amtes erforderlichen persönlichen Fähigkeiten und Sprachkenntnisse.

Frau Joller ist als Chefgerichtsschreiberin am Bezirksgericht des Seebezirks sowie als Präsidentin des Arbeitsgerichts des Seebezirks tätig. Zudem hat sie das Amt als Präsidentin ad hoc am Bezirksgericht des Seebezirks ausgeübt. Ihr beruflicher Werdegang, ergänzt durch ihre akademische Tätigkeit als Doktorandin an der Universität Freiburg, verleiht ihr eine umfassende und für das ausgeschriebene Amt unmittelbar relevante Erfahrung. Sie ist perfekt zweisprachig Deutsch-Französisch und verfügt über sehr gute Sprachkenntnisse.

Frau Jotterand ist als Chefgerichtsschreiberin und Gerichtsschreiberin am Bezirksgericht des Seebezirks sowie als Präsidentin des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks tätig. Zudem hat sie das Amt als Präsidentin ad hoc am Bezirksgericht des Seebezirks ausgeübt. Sie verfügt somit über eine umfassende und für das Amt unmittelbar relevante Erfahrung in der richterlichen Tätigkeit und Rechtsprechung. Ihr sprachliches Profil, insbesondere ihre sehr guten Kenntnisse der deutschen und französischen Sprache, stellt ebenfalls einen Vorteil dar.

Der Justizrat weist jedoch darauf hin, dass Frau Joller angegeben hat, das Amt nicht dauerhaft mit einem Beschäftigungsgrad von mehr als 80 % ausüben zu wollen, während Frau Jotterand angegeben hat, dass sie das Amt nicht mit einem Beschäftigungsgrad von mehr als 70 % ausüben möchte. Diese Verfügbarkeiten sind mit den Bedingungen der Ausschreibung vereinbar. Sie bedeuten jedoch, dass die für das Bezirksgericht des Sensebezirks vorgesehenen zusätzlichen Ressourcen im Falle ihrer Bestätigung im Rahmen der jeweiligen Anstellungen nicht vollständig genutzt werden könnten.

Nach seiner Gesamtbeurteilung ist der Justizrat daher der Auffassung, dass Frau Joller und Frau Jotterand beide sehr gute Bewerbungsdossiers aufweisen. Ihre Verfügbarkeit hinsichtlich des Beschäftigungsgrads, beurteilt im Hinblick auf den künftigen Bedarf des Bezirksgerichts und die vorstehend dargelegten institutionellen Überlegungen, führt jedoch dazu, dass der Justizrat diese beiden Bewerberinnen im fünften Rang, ex aequo, eingesetzt hat.

2 Schlichtungsrichter/in Zivilrecht bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde (Ref. 10452)

2.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger

Neues Amt.

2.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Anwaltspatent, Lizentiat oder Master der Rechte und ausreichende praktische Kenntnisse für die Ausübung des Amtes
> Der Rat sucht eine Person mit Erfahrung im Gerichtswesen und in der Schlichtung sowie im Projektmanagement.
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind
> Beherrschen der französischen Sprache mit sehr guten Kenntnissen der deutschen Sprache
> Arbeitsort: Gerichtsunabhängige Justizbehörde

Amtsantritt : Mit Wahl durch den GR oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

2.3 Besonderes

Die Stelle ist Teil des Pilotprojekts zur Vorbereitung der Einführung der im Rahmen der Justizreform vorgesehenen künftigen Schlichtungsbehörde. Im Jahr 2025 wurde zunächst ein Beschäftigungsgrad von 30 % geschaffen und vorübergehend dem Bezirksgericht des Saanebezirks zugeordnet. Neben der Bearbeitung von Schlichtungsdossiers ist die Stelleninhaberin mit der Entwicklung und Umsetzung des Organisationskonzepts der künftigen Behörde betraut, um deren rasche und effiziente Einführung mit Inkrafttreten der neuen Gesetzgebung zu ermöglichen.

Im Rahmen des Budgets 2026 wurde für dieses Amt ein zusätzlicher Beschäftigungsgrad von 30 % bewilligt. Damit diese Ressource auch anderen Gerichtsbehörden zugutekommen kann, wurde dieser Beschäftigungsgrad der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde zugewiesen, die derzeit insbesondere die Bezirksgerichte des Greyerz-, Glane- und Broyebezirks unterstützt.

Die Stelle weist somit zwei Komponenten auf: Einerseits die Bearbeitung von Schlichtungsverfahren aus verschiedenen Gerichtsbehörden und andererseits die Mitwirkung an der Entwicklung und Umsetzung des Pilotprojekts der künftigen Schlichtungsbehörde. Sie setzt daher ausgewiesene Erfahrung in der richterlichen Tätigkeit und im Bereich der Schlichtung sowie Kenntnisse im Projektmanagement voraus.

Da die Zuordnung des zusätzlichen Beschäftigungsgrads zur Gerichtsunabhängigen Justizbehörde formell ein Amt bei einer anderen Gerichtsbehörde bedeutet, wurde die Stelle separat ausgeschrieben.

Das Gericht zählt zurzeit eine Richterin.

2.4 Positive Stellungnahme

1. Nadine Aebischer

Frau Nadine Aebischer, geboren 1988, wohnhaft in Freiburg:
> Master of Law; Rechtsanwaltspatent; CAS Judikative
> Schlichtungsrichterin beim Bezirksgericht des Saanebezirks 30%
> Richterin bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde des Kantons Freiburg von 09.2021 bis 08.2024
> Richterin ad hoc beim Zwangsmassnahmengericht von 06.2026 bis 10.2026
> Französische Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Deutsch, Schweizerdeutsch und Englisch, gute Kenntnisse in Spanisch

Frau Aebischer erfüllt die Anforderungen des Amtes vollumfänglich und weist ein besonders geeignetes Profil für die Funktion auf. Sie verfügt über einen Bachelor und einen Master of Law, das Anwaltspatent sowie ein CAS in Judikative. Damit verfügt sie über eine fundierte juristische Ausbildung, ergänzt durch vielseitige und für die Funktion unmittelbar relevante Erfahrung innerhalb der Freiburger Justiz. Derzeit übt sie die Funktion als Schlichtungsrichterin beim Bezirksgericht des Saanebezirks zu 30% aus. In diesem Rahmen bearbeitet sie nicht nur Schlichtungsverfahren, sondern wirkt auch an der Entwicklung und Umsetzung des Pilotprojekts zur Vorbereitung der künftigen Schlichtungsbehörde mit. Sie verfügt somit über fundierte Kenntnisse des Projekts, seiner Ziele und der mit seiner Umsetzung verbundenen Herausforderungen.

Ihre frühere Tätigkeit als Richterin bei der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde, die sie von September 2021 bis August 2024 ausgeübt hat, stellt einen weiteren besonders relevanten Vorteil dar. Sie kennt die Arbeitsweise und Besonderheiten dieser Struktur bereits und ist mit den Anforderungen einer Tätigkeit für verschiedene Gerichtsbehörden vertraut. Ihre Tätigkeit als Richterin ad hoc am Zwangsmassnahmengericht ergänzt ihre Erfahrung in der richterlichen Tätigkeit zusätzlich.

Frau Aebischer verfügt zudem über ausgewiesene Erfahrung im Projektmanagement, die sie insbesondere als Projektleiterin im Rahmen des Programms e-Justice erworben hat. Auch heute bringt sie diese Kenntnisse im Rahmen des Pilotprojekts zur künftigen Schlichtungsbehörde ein, an dessen Entwicklung und Umsetzung sie aktiv mitwirkt. Diese frühere und aktuelle Erfahrung ist angesichts der mit dem ausgeschriebenen Amt verbundenen Aufgabe der Organisationsentwicklung von besonderer Bedeutung.

Ihre Muttersprache ist Französisch. Zudem verfügt sie über sehr gute Kenntnisse in Deutsch und Schweizerdeutsch. Ihre Sprachkenntnisse erfüllen damit die Anforderungen des Amtes vollumfänglich.

3 Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Broyebezirks (Ref. 10327)

3.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger

Neues Amt.

3.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Anwaltspatent, Lizentiat oder Master der Rechte und ausreichende praktische Kenntnisse für die Ausübung des Amtes.
> Erfahrung in den Bereichen der Friedensgerichtsbarkeit (vgl. Art. 58 LJ) ist ein Vorteil
> Beherrschen der französischen Sprache mit Kenntnissen der deutschen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : 01.01.2027 oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

Das Gericht zählt zurzeit eine Friedensrichterin.

3.3 **Positive Stellungnahme** (nach Präferenz geordnet)

1. Chantal Ding

Frau Chantal Ding, geboren 1981, wohnhaft in Belmont-Broye:
> Master in Rechtswissenschaften und Master in Kriminalwissenschaften, Schwerpunkt Justiz
> Friedensrichterin ad hoc beim Friedensgericht des Broyebezirks 60 % und Projektleiterin/Product Owner e-Justice-Programm Freiburg 40 %
> Generalrätin von Belmont-Broye
> Französische Muttersprache, gute Deutsch- und Englischkenntnisse

Frau Ding weist ein ausgezeichnetes Profil für das ausgeschriebene Amt auf. Sie verfügt über umfassende und unmittelbar relevante Erfahrung bei Friedensgericht des Broyebezirks, an dem sie seit vielen Jahren tätig ist, insbesondere seit 2017 als Chefgerichtsschreiberin. Seit mehr als einem Jahr übt sie dort zudem das Amt als Friedensrichterin ad hoc mit einem Beschäftigungsgrad von 60 % aus. Sie verfügt somit über besonders fundierte Kenntnisse der Verfahren, der Arbeitsweise der Behörde, ihrer organisatorischen Herausforderungen sowie der besonderen menschlichen Aspekte in den Zuständigkeitsbereichen des Friedensgerichts.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit als Friedensrichterin ad hoc arbeitete Frau Ding eng mit der amtierenden Friedensrichterin zusammen. Gemeinsam haben sie insbesondere verschiedene organisatorische Massnahmen umgesetzt, um die Arbeitsweise der Behörde zu verbessern. Ihre Zusammenarbeit ist eng und effizient und zeichnet sich durch ein sehr gutes berufliches Einvernehmen aus. Der Justizrat ist der Auffassung, dass diese bereits in der Praxis bewährte Ergänzung eine wichtige Voraussetzung für die Kontinuität und das reibungslose Funktionieren des Friedensgerichts des Broyebezirks darstellt.

Ihr Profil wird ausserdem durch ihre Tätigkeit im Programm e-Justice Freiburg ergänzt. Dadurch konnte sie Kenntnisse im Bereich des Change Managements, der Digitalisierung und der interinstitutionellen Koordination erwerben. Diese Kenntnisse stellen angesichts der technologischen und organisatorischen Veränderungen, mit denen die Justiz derzeit konfrontiert ist, ebenfalls einen Vorteil dar.

Aufgrund ihrer besonders relevanten Erfahrung, ihrer fundierten Kenntnis der Behörde und der bereits etablierten guten Zusammenarbeit setzt der Justizrat Frau Ding an erste Stelle.

2. Sonia Franz

Frau Sonia Franz, geboren 1987, wohnhaft in Montet (Broye):
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Derzeit im Mutterschaftsurlaub; zuvor Rechtsanwältin bei AXA Rechtsschutz 80 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch, Englisch und Italienisch, sehr gute Kenntnisse in Portugiesisch

Frau Franz weist ebenfalls eine sehr gute Bewerbung auf. Sie verfügt über einen Master in Rechtswissenschaften und das Anwaltspatent und damit über fundierte juristische Kenntnisse sowie eine vielseitige Berufserfahrung. Zudem verfügt sie über eine mehrjährige frühere Erfahrung im Bereich des Friedensgerichts, wodurch sie gute Kenntnisse der in diesem Zuständigkeitsbereich behandelten Rechtsgebiete erwerben konnte. Ihre fachlichen und persönlichen Fähigkeiten erfüllen die Anforderungen des Amtes vollumfänglich.

Frau Franz hat sich sowohl für das Amt als Friedensrichterin beim Friedensgericht des Broyebezirks als auch für jenes beim Friedensgericht des Seebezirks beworben. Der Justizrat hat ihre Bewerbung daher im Rahmen beider Verfahren geprüft und für beide Verfahren eine Stellungnahme formuliert. Die Empfehlungen betreffend ihre Person sind jedoch alternativ. Wird Frau Franz für eines der beiden Ämter gewählt, wird die Wahlempfehlung für das andere Amt gegenstandslos. Sie wird daher für die Wahl für das zweite Amt nicht mehr empfohlen.

Im vorliegenden Verfahren hat der Justizrat besonderes Gewicht auf die aktuelle und fundierte Erfahrung von Frau Franz beim Friedensgericht des Broyebezirks sowie auf ihre Kenntnisse der Arbeitsweise und Organisation dieser Behörde gelegt. Aufgrund dieser Aspekte empfiehlt der Justizrat Frau Franz an zweiter Stellte und unterstreicht gleichzeitig die Qualität ihrer Bewerbung.

3.4 **Wählbar** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Frau Carine Benoit, geboren 1988, wohnhaft in Farvagny-le-Grand:
> Master in Rechtswissenschaften; Master in Kriminologie und Sicherheit; CAS Judikative
> Fachjuristin bei der Strafvollzugsbehörde (Kanton Waadt) 80 %
> Französische Muttersprache, Schul-/Grundkenntnisse in Deutsch, Englisch und Italienisch

Frau Adeline Collaud, geboren 1996, wohnhaft in St-Aubin:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Rechtsanwältin, Partnerin der Kanzlei Anagram Avocat-e-s 100%
> Gemeinderätin in St-Aubin
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch

Frau Chrystïe Kamana-M'Pata Kalala, geboren 1986, wohnhaft in Villeneuve:
> Master in Sportrecht und Rechtswissenschaften; Anwaltspatent; CAS in KMU-Steuerrecht
> Schadenssachbearbeiterin im Bereich Sozialversicherung (UVG) 65 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch (B2-C1), Englisch (CAE) und Spanisch (B1-B2)

Der Begriff « wählbar » bezeichnet Personen, deren Unterlagen die formalen und rechtlichen Voraussetzungen für die Ausübung des Amtes erfüllen, jedoch nicht für ein Vorstellungsgespräch berücksichtigt wurden. Ihre Bewerbung wurde sorgfältig geprüft, und diese Einstufung stellt in keiner Weise den Wert ihrer Laufbahn oder ihrer Unterlagen in Frage. Andere Profile wurden jedoch als besser geeignet angesehen, um den spezifischen Anforderungen und aktuellen Schwerpunkten der Aufgabe gerecht zu werden.

4 Friedensrichter/in 60% beim Friedensgericht des Seebezirks (Ref. 10328)

4.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger

Neues Amt.

4.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Anwaltspatent, Lizentiat oder Master der Rechte und ausreichende praktische Kenntnisse für die Ausübung des Amtes.
> Erfahrung in den Bereichen der Friedensgerichtsbarkeit (vgl. Art. 58 LJ) ist ein Vorteil
> Beherrschen der französischen Sprache mit guten Kenntnissen der deutschen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : 01.01.2027 oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

Das Gericht zählt zurzeit eine Friedensrichterin.

4.3 **Positive Stellungnahme** (nach Präferenz geordnet)

1. Sonia Franz

Frau Sonia Franz, geboren 1987, wohnhaft in Montet (Broye):
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Derzeit im Mutterschaftsurlaub, zuvor Rechtsanwältin bei AXA Rechtsschutz 80 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch, Englisch und Italienisch, sehr gute Kenntnisse in Portugiesisch

Frau Franz weist eine sehr gute Bewerbung für das ausgeschriebene Amt auf. Sie verfügt über einen Master in Rechtswissenschaften und das Anwaltspatent und damit über fundierte juristische Kenntnisse sowie eine vielseitige Berufserfahrung. Insbesondere verfügt sie über vier Jahre Erfahrung bei einem Friedensgericht, wodurch sie sehr gute Kenntnisse der in diesem Zuständigkeitsbereich behandelten Rechtsgebiete, der entsprechenden Verfahren und der Arbeitsweise der Behörde erwerben konnte. Ihr gesamter beruflicher Werdegang hat es ihr zudem ermöglicht, Fähigkeiten zu gewinnen, die für die Ausübung des Amtes unmittelbar von Nutzen sind. Frau Franz verfügt zudem über gute Sprachkenntnisse.

Die Qualität ihrer Bewerbung hat den Justizrat überzeugt. Er ist der Auffassung, dass ihre gesamte berufliche Erfahrung sowie die im Laufe ihres Werdegangs erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten ihre Einstufung an erster Stelle rechtfertigen.

Frau Franz hat sich sowohl für das Amt als Friedensrichterin beim Friedensgericht des Broyebezirks als auch für jenes beim Friedensgericht des Seebezirks beworben. Der Justizrat hat ihre Bewerbung daher im Rahmen beider Verfahren geprüft und für beide Verfahren eine Stellungnahme formuliert. Die Empfehlungen betreffend ihre Person sind jedoch alternativ. Wird Frau Franz für eines der beiden Ämter gewählt, wird die Wahlempfehlung für das andere Amt gegenstandslos. Sie wird daher für die Wahl für das zweite Amt nicht mehr empfohlen.

2. Daniela Coelho

Frau Daniela Coelho, geboren 1993, wohnhaft in Murten:
> Master in Rechtswissenschaften
> Richterin ad hoc 60% - seit 01. Juli 2026 - beim Friedensgericht des Seebezirks 60%
> Französische und portugiesische Muttersprachen, sehr gute Kenntnisse in Deutsch, gute Kenntnisse in Englisch, Schul-/Grundkenntnisse in Spanisch

Frau Coelho weist ebenfalls eine sehr gute Bewerbung auf. Sie verfügt über einen Master in Rechtswissenschaften und hat ebenfalls vier Jahre Erfahrung bei einem Friedensgericht gesammelt. Sie kennt daher die in diesem Zuständigkeitsbereich behandelten Rechtsgebiete und die Arbeitsweise der Behörde gut. Ihr sprachliches Profil stellt ebenfalls einen Vorteil dar.

Frau Coelho übt derzeit zudem mit einem Beschäftigungsgrad von 60 % das Amt Friedensrichterin ad hoc (seit 01. Juli 2026) beim Friedensgericht des Seebezirks aus. Diese Tätigkeit stellt eine für das ausgeschriebene Amt unmittelbar relevante Erfahrung dar und ermöglicht es ihr, konkrete richterliche Verantwortung wahrzunehmen. Zum Zeitpunkt des vorliegenden Auswahlverfahrens übt sie dieses Amt allerdings erst seit rund zwei Monaten aus.

Beide Bewerberinnen verfügen somit über eine bedeutende Erfahrung bei einem Friedensgericht. Bei seiner Gesamtbeurteilung war der Justizrat jedoch der Auffassung, dass die beruflichen Kenntnisse und die Gesamterfahrung von Frau Franz es rechtfertigen, ihr den Vorrang zu geben. Frau Coelho wird daher an zweiter Stelle aufgeführt, wobei sie weiterhin eine sehr gute Bewerbung aufweist.

4.4 **Wählbar** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Frau Carine Benoit, geboren 1988, wohnhaft in Farvagny-le-Grand:
> Master in Rechtswissenschaften; Master in Kriminologie und Sicherheit; CAS Judikative
> Fachjuristin bei der Strafvollzugsbehörde (Kanton Waadt) 80 %
> Französische Muttersprache, Schul-/Grundkenntnisse in Deutsch, Englisch und Italienisch

Frau Adeline Collaud, geboren 1996, wohnhaft in St-Aubin:
> Master in Rechtswissenschaften; Anwaltspatent
> Rechtsanwältin, Partnerin der Kanzlei Anagram Avocat-e-s 100%
> Gemeinderätin in St-Aubin
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch

Herr Andrea Daniel Vonzun, geboren 1966, wohnhaft in Meyriez:
> Lizentiat in Rechtswissenschaften, MBA
> Beisitzer beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks 10 %, zuvor Leiter der Liegenschaftsverwaltung der Gemeinde Köniz (bis 09.2025)
> Deutsche Muttersprache; sehr gute Kenntnisse in Französisch (C1) und Englisch (C1), gute Kenntnisse in Italienisch (B2)

Der Begriff « wählbar » bezeichnet Personen, deren Unterlagen die formalen und rechtlichen Voraussetzungen für die Ausübung des Amtes erfüllen, jedoch nicht für ein Vorstellungsgespräch berücksichtigt wurden. Ihre Bewerbung wurde sorgfältig geprüft, und diese Einstufung stellt in keiner Weise den Wert ihrer Laufbahn oder ihrer Unterlagen in Frage. Andere Profile wurden jedoch als besser geeignet angesehen, um den spezifischen Anforderungen und aktuellen Schwerpunkten der Aufgabe gerecht zu werden.

5 Präsident/in 10% des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks

5.1 Antrag des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks

Das Präsidium des Arbeitsgerichts des Vivisbachbezirks wird derzeit ausschliesslich von Frau Präsidentin Julia Giallombardo wahrgenommen. Um seine Präsidentin zu entlasten, beantragt das Gericht, seine Chef-Gerichtsschreiberin – wie dies bei den anderen Behörden der Fall ist – mit einem Beschäftigungsgrad von 10 % zur Präsidentin zu wählen.

5.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Anwaltspatent, Lizentiat oder Master der Rechte und ausreichende praktische Kenntnisse für die Ausübung des Amtes.
> Beherrschen der französischen Sprache mit guten Kenntnissen der deutschen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : Mit Wahl durch den Grossen Rat oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

5.3 Positive Stellungnahme

Frau Mélanie Pythoud, geboren 1996, wohnhaft in Farvagny-le-Petit:
> Master of Law, Rechtsanwaltspatent
> Präsidentin ad hoc des Bezirksgerichts des Vivisbachbezirks 20% (Mandat vom 1. August bis 31. Dezember 2026)
> Chef-Gerichtsschreiberin beim Bezirksgericht des Vivisbachbezirks 80%
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch (B2) und Englisch (B2)

Diese Kandidatin erfüllt die Anforderungen des Amtes vollumfänglich.

6 Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Saanebezirks (Ref. 10400)

6.1 Zurücktretende Amtsträgerin

Frau Anne Hemmer, Rücktritt per 31.08.2026.

6.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Der Justizrat sucht eine Person, die die nötige zeitliche Verfügbarkeit mitbringen, um tagsüber an Sitzungen teilzunehmen
> Wohnsitz im betreffenden Gerichtskreis (Saanebezirk)
> Beherrschen der deutschen oder französischen Sprache mit sehr guten Kenntnissen der anderen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitze einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : Mit Wahl durch den Grossen Rat oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

Das Gericht setzt sich zurzeit aus 20 Beisitzerinnen und 15 Beisitzern zusammen.

6.3 Bemerkung

Bei der Beurteilung der Bewerbungen wurden in erster Linie die Sprachkenntnisse berücksichtigt, da diese für den konkreten Bedarf des Gerichts von besonderer Bedeutung sind. Das Amt setzt voraus, dass an Sitzungen sowohl in französischer als auch in deutscher Sprache teilgenommen und deren ordnungsgemässer Ablauf in beiden Sprachen sichergestellt werden kann.

Vor diesem Hintergrund wurde die ausgezeichneten Kenntnisse beider Sprachen als entscheidender Vorteil berücksichtigt. Der zweisprachige (Deutsch-Französisch) Bewerber wurde daher auf den ersten Rang gesetzt, da sein Profil die besten Voraussetzungen für die Ausübung des Amtes in beiden Sprachen bietet.

Die Bewerbungen von Personen mit sehr guten Kenntnissen der jeweils anderen Sprache wurden auf den zweiten Rang gesetzt. Sie erfüllen die sprachlichen Anforderungen der Ausschreibung vollumfänglich, verfügen jedoch über geringere Sprachkenntnisse als eine zweisprachige Person.

Die Bewerbungen von Personen mit guten Kenntnissen der jeweils anderen Sprache wurden auf den dritten Rang gesetzt. Ihre Bewerbungen wurden ebenfalls berücksichtigt. Ihre Sprachkenntnisse entsprechen jedoch weniger gut den spezifischen Bedürfnissen des Gerichts, das Sitzungen sowohl in französischer als auch in deutscher Sprache durchführen muss.

6.4 **Positive Stellungnahme** (nach Präferenz geordnet)

1. Stephan Raemy

Herr Stephan Raemy, geboren 1966, wohnhaft in Freiburg:
> Lic. iur., Rechtsanwalt, LLM (Europarecht)
> Direktor Liebherr-International AG 100%; Im vorzeitigen Ruhestand ab Januar 2027
> Zweisprachig Deutsch-Französisch, sehr gute Kenntnisse in Englisch, gute Kenntnisse in Italienisch

Dieser Kandidat erfüllt die Anforderungen des Amtes vollumfänglich.

2. Anne Butty Revaz, Laura Dubuis (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Frau Anne Butty Revaz, geboren 1970, wohnhaft in Freiburg:
> Juristin; DAS in Management sozialer Einrichtungen
> Derzeit ohne hauptberufliche Tätigkeit, zuvor im Management einer sozialen Einrichtung tätig (bis 01.2026)
> Generalrätin Stadt Freiburg
> Französische Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch

Frau Laura Dubuis, geboren 1988, wohnhaft in Freiburg:
> Bachelor in Sozialarbeit und Sozialpolitik und Sonderpädagogik; Instruktorin BLS AED SRC
> Koordinatorin für Ausbildung und Kommunikation und Fundraiserin 40 %; Koordinatorin des Rates für Armutsfragen in der Schweiz 40%
> Co-Präsidentin « Fédération romande des consommateur-rice-s », Freiburg
> Französische Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Italienisch und Deutsch, Schul-/Grundkenntnisse in Englisch

3. Patrice Magnin, Laure Manzini, Donika Morina Gentil, Pierre-Olivier Nobs, Fabrice Pichonnaz (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Herr Patrice Magnin, geboren 1965, wohnhaft in Ependes:
> Informatiker; SVEB-Ausweis Instruktor PCI; Diplom Business-Koordinator; Eidgenössischer Fachausweis Fachspezialist Grenzsicherheit
> Systemadministrator, Applikationsverantwortlicher 100 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch (B2), Schul-/Grundkenntnisse in Englisch (B1), Italienisch und Spanisch

Frau Laure Manzini, geboren 1975, wohnhaft in Villarlod:
> Primarschullehrerin
> Primarschullehrerin (78 %)
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch, Schul-/Grundkenntnisse in Italienisch
> Generalrätin Gemeinde Gibloux
> Privatbeiständin

Frau Donika Morina Gentil, geboren 1985, wohnhaft in Corminboeuf:
> Master in Sozialwissenschaften; DAS-Diplom in Kindesschutz; CAS als Praxisausbildnerin
> Fachperson im Kindesschutz, Freiburg 70%
> Präsidentin der Einbürgerungskommission von Corminboeuf
> Zweisprachig Französisch–Albanisch, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch

Herr Pierre-Olivier Nobs, geboren 1966, wohnhaft in Freiburg:
> Goldschmied-Juwelier, CAS in Management von Non-Profit-Organisationen
> Auf Stellensuche, zuvor Gemeinderat der Stadt Freiburg (2016–2026)
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch, sehr gute Kenntnisse in Italienisch, Schul-/Grundkenntnisse in Englisch

Herr Fabrice Pichonnaz, geboren 1972, wohnhaft in Autigny:
> Landschaftsarchitekt FH; Berufsschullehrer EHB / IFFP; Schulmediation
> Berufsschullehrer EHB Garten- und Landschaftsbau 100 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Schweizerdeutsch

6.5 Wählbar

Herr Emanuel Barblan, geboren 1962, wohnhaft in Grolley:
> Master in Wirtschafts- und Sozialwissenschaften (Betriebswirtschaft) und EMBA in integriertem Management
> Seit 2024 im Ruhestand, zuvor Leiter Einkauf und Planung
> Beisitzer beim Friedensgericht des Saanebezirks
> Französische Muttersprache, sehr gute Deutsch- und Englischkenntnisse, Schul-/Grundkenntnisse in Italienisch

Dieser Kandidat ist bereits Beisitzer, daher seine Einstufung.

7 Beisitzer/in beim Bezirksgericht des Vivisbachbezirks (Ref. 10361)

7.1 Zurücktretende Amtsträgerin

Frau Marie Wicht, Rücktritt per 31.08.2026.

7.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Der Justizrat sucht eine Person, die die nötige zeitliche Verfügbarkeit mitbringt, um tagsüber an Sitzungen teilzunehmen
> Wohnsitz im betreffenden Gerichtskreis (Vivisbachbezirk)
> Beherrschen der französischen Sprache mit Kenntnissen der deutschen Sprache.
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitze einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : Mit Wahl durch den Grossen Rat oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

Das Gericht setzt sich zurzeit aus 7 Beisitzerinnen und 6 Beisitzern zusammen.

7.3 **Positive Stellungnahme** (nach Präferenz geordnet)

1. Loïc Simon Gerber

Herr Loïc Simon Gerber, geboren 1993, wohnhaft in Bouloz:
> Master in Rechtswissenschaften
> Jurist in einem Rechtsdienst 100%
> Französische Muttersprache, sehr gute Kenntnisse in Deutsch (C1) und Englisch (C1)

2. Sandra Gothuey, Jérôme Jourdan, Mathilde Kalbfuss, Aurélie Magnin (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge

Frau Sandra Gothuey, geboren 1968, wohnhaft in Besencens:
> EFZ Verkäuferin
> Ehemalige Gemeinderätin
> Französische Muttersprache

Herr Jérôme Jourdan, geboren 1971, wohnhaft in Bossonens:
> Polizeibeamter, EFZ Zeichner Fachrichtung Ingenieurbau
> Operativer stellvertretender Direktor und Bereichsleiter Sicherheit – Schutz und Personenschutz sowie Schutz von Sachwerten 100% (bald 80%)
> Gemeindeammann von Bossonnens
> Französische Muttersprache, gute Deutschkenntnisse (B1)

Frau Mathilde Kalbfuss, geboren 1989, wohnahft in Bussigny/VD:
> Bachelor- und Masterabschluss in Rechtswissenschaften
> Juristin bei der « Direction générale de la cohésion sociale », in Lausanne 70%
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch, Schul-/Grundkenntnisse in Italienisch
> Die Kandidatin wird Ende Oktober/Anfang November 2026 in den Vivisbachbezirk umziehen

Diese Kandidatin wird unter der Bedingung zur Wahl empfohlen, dass sie tatsächlich in den Vivisbachbezirk umzieht.

Frau Aurélie Magnin, geboren 1980, wohnhaft in Bouloz:
> Philosophin mit Spezialisierung auf praktische Ethik
> Selbstständige Jugendbuchautorin 50 %
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Latein, sehr gute Kenntnisse in Englisch

8 **Beisitzer/in** (Immobilienbewertung, Gerichtsexpertin/ Gerichtsexperte) **bei der Enteignungskommission** (Ref. 10124, 10246, 10382)

8.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger

Herr Lorenz Fivian, Rücktritt per 31.10.2025.

8.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung

> Fachausbildung in Immobilienbewertung und/oder Mitgliedschaft in einer Bewertungsexpertenkammer für Immobilien und/oder Zertifikat als Gerichtsexpertin/ Gerichtsexperte
> Ausreichende zeitliche Verfügbarkeit (Sitzungen tagsüber)
> Beherrschen der deutschen oder französischen Sprache mit guten Kenntnissen der anderen Sprache
> Stimmberechtigung in kantonalen Angelegenheiten. Ausländische Staatsangehörige müssen im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sein und zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben. Gegen die Personen dürfen keine Verlustscheine bestehen. Sie dürfen nicht wegen Handlungen strafrechtlich verurteilt worden sein, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind

Amtsantritt : Mit Wahl durch den GR oder nach Vereinbarung
Vereidigung : ja

Die Kommission setzt sich zurzeit aus 4 Beisitzerinnen und 10 Beisitzern zusammen.

8.3 **Positive Stellungnahme**

Herr Gauthier Frédéric Viau, geboren 1984:
> Immobilienbewertungsexperte mit eidgenössischem Fachausweis
> Immobilienmakler auf Stellensuche
> Französischer Staatsangehöriger, Bewilligung C
> Französische Muttersprache, gute Kenntnisse in Deutsch und Englisch (B2)

Dieser Kandidat erfüllt die Anforderungen des Amtes vollumfänglich.

.

Zusammenfassung der Kandidaturen mit positiver Stellungnahme

—

Bezirksgericht des Sensebezirks

Präsident/in 50% (100%)

Nach Präferenz geordnet

1. **Patrick Schurtenberger**
2. **Paul Stübi**
3. **Rebekka Jutzet**
4. **Raphael Dänzer, Christian Jungen** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)
5. **Christina Maria Joller, Alicia Daniela Jotterand** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Wirtschaftsstrafgericht

Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Patrick Schurtenberger oder Paul Stübi, je nach Ausgang der Wahl für das Amt als Präsident/in des Bezirksgerichts des Sensebezirks.
Positive Stellungnahme für die Wahl der betreffenden Person für die Behandlung von Fällen in deutscher und französischer Sprache.

Gerichtsunabhängige Justizbehörde

Schlichtungsrichter/in Zivilrecht 30%

Nadine Aebischer

Friedensgericht des Broyebezirks

Friedensrichter/in 60%

Nach Präferenz geordnet

1. **Chantal Ding**
2. **Sonia Franz***

Wählbar: Carine Benoit, Adeline Collaud, Chrystïe Kamana-M'Pata Kalala (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Friedensgericht des Seebezirks

Friedensrichter/in 60%

Nach Präferenz geordnet
1. **Sonia Franz ***
2. **Daniela Coelho**

Wählbar: Carine Benoit, Adeline Collaud, Andrea Daniel Vonzun (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

* Die Empfehlung betreffend Frau Sonia Franz steht unter dem Vorbehalt, dass sie nicht für das andere Amt gewählt wird. Wird Frau Franz für eines der beiden Ämter gewählt, wird die Wahlempfehlung betreffend ihre Wahl für das andere Amt gegenstandslos.

Arbeitsgericht des Vivisbachbezirks

Präsident/in 10%

Mélanie Pythoud

Bezirksgericht des Saanebezirks

Beisitzer/in

Nach Präferenz geordnet
1. **Stephan Raemy**
2. **Anne Butty Revaz, Laura Dubuis** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)
3. **Patrice Magnin, Laure Manzini, Donika Morina Gentil, Pierre-Olivier Nobs, Fabrice Pichonnaz** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Wählbar: Emanuel Barblan

Bezirksgericht des Vivisbachbezirks

Beisitzer/in

Nach Präferenz geordnet
1. **Loïc Simon Gerber**
2. **Sandra Gothuey, Jérôme Jourdan, Mathilde Kalbfuss, Aurélie Magnin** (gleichgestellt, in alphabetischer Reihenfolge)

Enteignungskommission

Beisitzer/in (Immobilienbewertung, Gerichtsexpertin/Gerichtsexperte)

Gauthier Frédéric Viau

Annexe

GRAND CONSEIL **2026-GC-234_242**

Elections à des fonctions judiciaires

Préavis de la Commission de justice

Présidence : Christophe Chardonnens

Vice-présidence : Alizée Rey

Membres : Francine Defferrard, Sandra Lepori, David Papaux, Sophie Tritten, Dominic Tschümperlin

Election à des fonctions judiciaires professionnelles et non professionnelles

Tribunal d'arrondissement de la Singine
Président-e 50%

5 membres s'expriment en faveur de Mme Rebekka Jutzet.
M. Patrick Schurtenberger obtient 1 voix.
M. Paul Stübi obtient obtient 1 voix.

Rebekka JUTZET

Cellule judiciaire itinérante
Juge conciliateur-trice en droit civil 30%

7 membres s'expriment en faveur de Mme Nadine Aebischer.

Nadine AEBISCHER

Anhang

GROSSER RAT **2026-GC-234_242**

Wahlen in Richterämter

Stellungnahme der Justizkommission

Präsidium: Christophe Chardonnens

Vize-Präsidium: Alizée Rey

Mitglieder: Francine Defferrard, Sandra Lepori, David Papaux, Sophie Tritten, Dominic Tschümperlin

Wahlen in hauptberufliche und nebenberufliche Richterämter

2026-GC-234

Bezirksgericht des Sensebezirks
Präsident/-in 50%

5 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Rebekka Jutzet.
Patrick Schurtenberger erhält 1 Stimme.
Paul Stübi erhält 1 Stimme.

Rebekka JUTZET

2026-GC-235

Gerichtsunabhängige Justizbehörde
Schlichtungsrichter/-in Zivilrecht 30%

7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Nadine Aebischer.

Nadine AEBISCHER

Justice de paix de l'arrondissement de la Broye **Juge de paix 60%** 6 membres s'expriment en faveur de Mme Chantal Ding. Mme Adeline Collaud obtient 1 voix. **Chantal DING**	**2026-GC-236**	**Friedensgericht des Broyebezirks** **Friedensrichter/-in 60%** 6 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Chantal Ding. Adeline Collaud erhält 1 Stimme. **Chantal DING**
Justice de paix de l'arrondissement du Lac **Juge de paix 60%** 6 membres s'expriment en faveur de Mme Daniela Coelho. Mme Adeline Collaud obtient 1 voix. **Daniela COELHO**	**2026-GC-237**	**Friedensgericht des Seebezirks** **Friedensrichter/-in** 6 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Daniela Coelho. Adeline Collaud erhält 1 Stimme. **Daniela COELHO**
Tribunal des prud'hommes de la Veveyse **Président-e 10%** 7 membres s'expriment en faveur de Mme Mélanie Pythoud. **Mélanie PYTHOUD**	**2026-GC-238**	**Arbeitsgericht des Vivisbachbezirks** **Präsident/-in 10%** 7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Mélanie Pythoud. **Mélanie PYTHOUD**
Tribunal d'arrondissement de la Sarine **Assesseur-e** 4 membres s'expriment en faveur de Mme Anne Butty Revaz. M. Stephan Raemy obtient 1 voix. Mme Donika Morina Gentil obtient 1 voix. M. Pierre-Olivier Nobs obtient 1 voix. **Anne BUTTY REVAZ**	**2026-GC-239**	**Bezirksgericht des Saanebezirks** **Beisitzer/-in** 4 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Anne Butty Revaz. Stephan Raemy erhält 1 Stimme. Donika Morina Gentil erhält 1 Stimme. Pierre-Olivier Nobs erhält 1 Stimme. **Anne BUTTY REVAZ**

Tribunal d'arrondissement de la Veveyse
Assesseur-e

7 membres s'expriment en faveur de M. Loïc Gerber.

Loïc GERBER

2026-GC-240

Bezirksgericht des Vivisbachbezirks
Beisitzer/-in

7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Loïc Gerber.

Loïc GERBER

Commission d'expropriation
Assesseur-e (expertise immobilière, expert-e judiciaire)

7 membres s'expriment en faveur de M. Gauthier Viau.

Gauthier VIAU

2026-GC-241

Enteignungskommission
Beisitzer/-in (Immobilienbewertung, Gerichtsexpertin/Gerichtsexperte)

7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Gauthier Viau.

Gauthier VIAU

Tribunal pénal économique
Suppléant du président ou de la présidente

Option 1 : si élection de Patrick Schurtenberger au poste de président du Tribunal d'arrondissement de la Singine :
7 membres s'expriment en faveur de M. Patrick Schurtenberger.

Patrick SCHURTENBERGER

Option 2 : si élection de Paul Stübi au poste de président du Tribunal d'arrondissement de la Singine :
7 membres s'expriment en faveur de M. Paul Stübi.

Paul STÜBI

2026-GC-242

Wirtschaftsstrafgericht
Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Option 1: falls Patrick Schurtenberger zum Präsidenten des Bezirksgerichts des Sensebezirks gewählt wird:
7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Patrick Schurtenberger.

PATRICK SCHURTENBERGER

Option 2: falls Paul Stübi zum Präsidenten des Bezirksgerichts des Sensebezirks gewählt wird:
7 Mitglieder unterstützen die Bewerbung von Paul Stübi.

Paul STÜBI

Les dossiers des candidat-e-s éligibles sont à la disposition des député-e-s pour consultation :
le mardi 6 octobre 2026 (durant la séance du Grand Conseil) au bureau des huissiers à l'Hôtel cantonal.

Die Unterlagen der wählbaren Bewerber/innen können von den Grossrätinnen und Grossräten eingesehen werden:
am Dienstag, 6. Oktober 2026, (während der Sitzung des Grossen Rates) im Büro der Weibel im Rathaus.

Le 23 septembre 2026

Den 23. September 2026